



DROITS DE L'HOMME
DANS LE MONDE

LES DROITS DE L'HOMME

EN EUROPE ORIENTALE ET DANS
L'ESPACE POST-SOVIÉTIQUE

N° 34

AVRIL-JUIN. 2020

« NOSTALGIE, NOSTALGIES. DÉRAISON ET DES RAISONS »

Editorial

La pandémie du Covid a inscrit le futur à l'ordre du jour de la planète. Penser l'après semble être devenu le mot d'ordre partagé. Mais force est de constater que ce partage a ses limites et que chaque État pense son avenir à sa manière, mettant ainsi à rude épreuve les institutions et l'esprit du multilatéralisme. Qu'en conclure si ce n'est que le péril du lendemain n'abolit pas le poids des éléments structurants des consciences et identités antérieures, les mémoires qui les portent. D'où l'intérêt du dossier que nous présentons, qui, justement, porte sur les processus mémoriels nostalgiques à l'œuvre en Europe centrale et orientale. Dans cette région du continent, l'ombre portée des réalités des ex-républiques socialistes se fait ressentir au travers de formes soit politiques, soit sociales ou esthétiques, les unes n'étant pas exclusives des autres. Ce sont de ces expériences socialistes non occidentales particulières qui peuvent à des moments donnés nourrir des politiques différencialistes, revendiquées – à l'instar de l'illibéralisme – comme autonomes des modèles mis en avant par les démocraties occidentales.

Qui sont donc les acteurs porteurs de cette mémoire valorisée ? La nostalgie des ex-Républiques socialistes fait-elle est l'objet des discours de la droite néo-conservatrice et/ou de la gauche sociale

? À ce titre, est-elle porteuse de malentendus et si oui, de quelle nature ? Comment ces mécanismes nostalgiques se traduisent-ils dans le domaine des droits et des libertés et de quelle manière (re)posent-ils la question de l'intérêt général décrédibilisé par le socialisme réel mais porté sous d'autres formes par des politiques familialiste et autoritaires actuelles ?

Ainsi que le résume Frédéric Joly dans son article d'ouverture, ce dossier tente d'apporter quelques éclairages sur cette « volonté d'en revenir à un passé plus ou moins mythifié où le foyer réel se voit confondu avec le foyer imaginaire » qui n'est finalement qu'un « moyen d'éluder les questions qui fâchent ». Nous y reviendrons, sans nul doute.

E.T.

Ligue
des droits de
l'Homme

FONDÉE EN 1898



SOMMAIRE

Éditorial

..... p. 1

Actualité

L'affaire « Réseau » : un cas emblématique des violations systémiques des droits humains dans les procédures judiciaires en Russie, par Anne Le Huérou, Coline Maestracci et Pauline Maufrais..... p. 3

Dossier « Nostalgie, nostalgies. Déraison et des raisons »

Les politiques de la nostalgie, utopie négative des temps présents, par Frédéric Joly..... p. 7
En 2020, la Russie est toujours nostalgique de l'URSS, par Olga Konkka..... p. 9
Du PDS à l'AfD : les enjeux socio-politiques de la nostalgie en Allemagne de l'Est, par Paul Maurice..... p. 12
Images de la nostalgie pour la République populaire de Pologne dans la culture de la Pologne d'aujourd'hui, par Elżbieta Żak..... p. 16

Lire

La Loyauté à tout Prix. Les floués du « Socialisme réel » de Sonia Combe..... p. 21
The Palgrave Handbook of Conflict and History Education in the Post-Cold War Era sous la direction de Luigi Cajani, Simone Lässig et Maria Repoussi..... p. 22
Globalisation and National Identity in History Textbooks. The Russian Federation de Joseph Zajda..... p. 23

Équipe de rédaction : Liliane Cukierman, Denis Neselovskyi, Antoine Tosche et Viviane Tourtet
Direction : Ewa Tartakowsky

► **Contribuer à la « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique »**

Vous pouvez proposer votre collaboration en écrivant à communication@ldh-france.org, en mentionnant en objet « Lettre droits de l'Homme en Europe orientale et dans l'espace post-soviétique ».

Actualité

L'affaire « Réseau » : un cas emblématique des violations systémiques des droits humains dans les procédures judiciaires en Russie

Par **Anne Le Huérou**, enseignante-chercheuse, Université Paris Nanterre, Institut des sciences sociales du Politique, **Coline Maestracci**, doctorante, Université Libre de Bruxelles, Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL) et **Pauline Maufrais**, consultante et journaliste indépendante, membre de l'Assemblée Européenne des Citoyens

Le 10 février 2020, sept militants russes étaient condamnés par le tribunal de Penza (en Russie centrale) à de très lourdes peines - entre 6 et 18 ans de prison - à la suite d'une affaire judiciaire de plus de deux ans marquée par des fausses accusations, des actes de torture et un rôle prédominant du FSB (les services de sécurité russes). Il venait ainsi de se clore une étape cruciale de l'affaire dite (du) « Réseau » (en russe « *delo Seti* ») du nom que le FSB a donné à un groupe supposé anarchiste qui aurait projeté des attentats en 2018. Le 22 juin 2020, deux autres accusés ont été condamnés à Saint Pétersbourg à 5,5 et 7 ans.

Accusation fabriquée et tortures du FSB : l'affaire « Réseau »

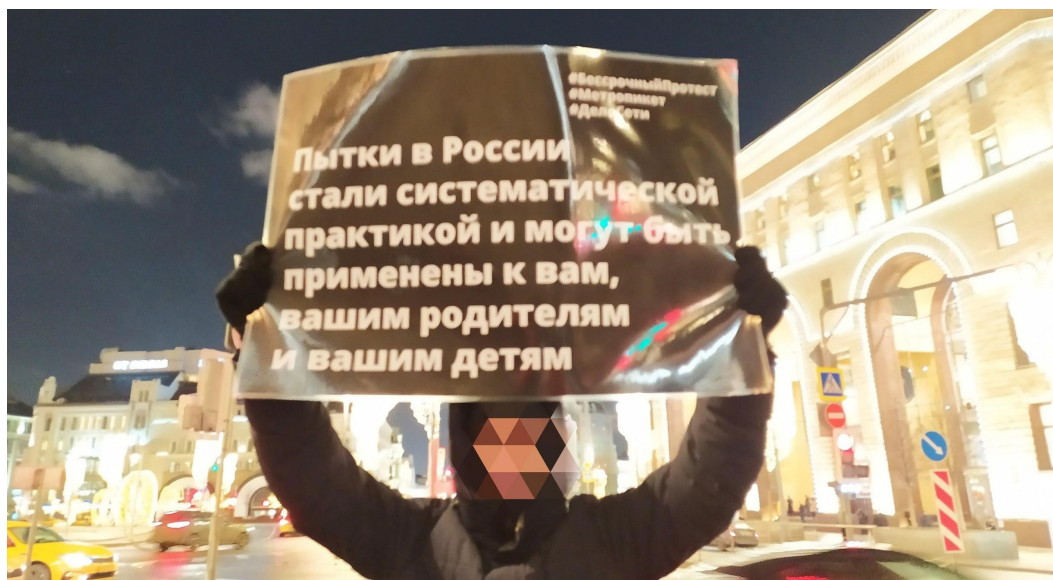
L'affaire démarre à l'automne 2017, lorsque six militants antifascistes, âgés de 25 à 30 ans, sont arrêtés par le FSB dans la ville de Penza en Russie. Ils sont accusés en vertu de l'article

205.4 du code pénal¹ d'avoir créé une organisation terroriste appelée « Réseau » et de planifier des attentats pendant les élections présidentielles de mars 2018 et la Coupe du monde de football en juin 2018², contre des bureaux du parti de Vladimir Poutine « Russie Unie », des bureaux de postes, et des organes gouvernementaux russes, afin de provoquer une déstabilisation de masse dans le pays. Selon leurs récits précis et circonstanciés, les militants de Penza sont frappés et torturés par le FSB juste après leur arrestation – alors qu'elle n'est pas encore officiellement enregistrée – les plaçant dans une zone temporelle de non-droit, dont les forces de l'ordre en Russie profitent souvent pour se livrer à des mauvais traitements alors même que la torture est illégale (bien qu'il n'existe pas en Russie d'incrimination spécifique pour fait de tortures, mais pour abus d'autorité).

Les arrestations continuent puisque les 21, 23 et 25 janvier 2018, trois autres hommes sont arrêtés en lien avec cette même affaire à Saint Pétersbourg, puis un quatrième, Boyarshinov, en avril. Ils sont également frappés et torturés et les mêmes chefs d'accusation sont retenus à leur encontre. Parmi eux, Viktor Filinkov, arrêté dans la zone internationale de l'aéroport de Saint Pétersbourg, dit avoir été torturé dans un minivan, après avoir passé un examen médical effectué par un médecin dans le bâtiment du MVD (ministère de l'Intérieur russe)³. Ilya Kapustin, relâché ensuite, a également affirmé avoir été torturé. Aujourd'hui réfugié en Europe il a déposé une plainte à la Cour Européenne des Droits de l'Homme. Le troisième, Shishkin, qui a reconnu les faits depuis le début, a déjà été condamné à 3 ans de détention. Enfin, en juillet 2018 deux autres arrestations à Moscou avaient été effectuées en lien avec l'affaire de Penza.

Selon le FSB, le groupe « Réseau »

1. L'article 205.4 du Code pénal russe correspond à « l'organisation d'une association terroriste ». Voir pour un récapitulatif de l'arsenal judiciaire anti-extrémiste et antiterroriste souvent utilisé contre la société civile cette étude de la FIDH *Table Illustrating Legislative Crackdown on Rights and Freedoms of the Civil Society in Russia since 2012*, https://www.fidh.org/IMG/pdf/tableau_russie_web_paysage_v2-2.pdf [consulté le 15 mai 2020].
2. Armin Sagynbaev, arrêté à St Pétersbourg est ensuite transféré et jugé à Penza. Zorin, arrêté à Penza a lui été rapidement relâché.
3. Viktor Filinkov, « You should understand: FSB officers always get their way!»: Anti-fascist Viktor Filinkov reveals how he was tortured by Russian security services », *Open Democracy*, le 28 février 2018, <https://www.opendemocracy.net/en/odcr/fsb-officers-always-get-their-way/> [consulté le 15 mai 2020].



© Anne Le Huérou

« Les tortures en Russie sont devenues une pratique systématique et peuvent être utilisées à votre encontre, à l'encontre de vos parents ou vos enfants », Moscou, le 14 février 2020, piquet devant le siège du FSB après le verdict dans l'affaire « Réseau ».

possédait des antennes dans plusieurs villes en Russie, à Penza, Saint Pétersbourg, Moscou, et aurait eu des cellules à l'étranger, en Biélorussie⁴. Dans les faits, le dossier est vide, le seul élément qui lie les protagonistes de cette affaire est une passion commune pour le airsoft, sorte de paintball à bille, auquel ils s'entraînaient parfois ensemble. Pour le FSB cela constitue une preuve suffisante de création d'une « cellule » terroriste à Penza. L'organisation a d'ailleurs été ajoutée à la liste officielle des « organisations terroristes et extrémistes » en Russie⁵.

Néanmoins, rapidement les familles, les défenseurs des droits, la société civile russe⁶ et les membres de la commission locale de surveillance des lieux de détention (ONK)⁷ de Saint Pétersbourg alertent tant sur le caractère manifestement fabriqué de l'affaire que sur l'absence de preuves solides, sur le bâclage de l'instruction et sur les actes de torture commis contre les prévenus, ayant entraîné des séquelles psychologiques importantes pour certains. L'usage de la torture n'est pas

nouveau en Russie. Outre son emploi récurrent lors des deux guerres en Tchétchénie⁸, elle est pratiquée fréquemment par la police dans des affaires criminelles⁹, le plus souvent de droit commun aux fins d'obtenir des aveux. Depuis le début des années 2010, le Centre-E¹⁰, un département spécial de la police dédié à la lutte contre l'extrémisme s'est illustré de nombreuses fois par du harcèlement et des poursuites judiciaires souvent accompagnés de violence contre des militants politiques. Mais la particularité de cette affaire est d'impliquer directement le FSB. Bien entendu, les services de sécurité ont nié tout recours à la torture. En avril 2018, interrogé sur les accusations de Viktor Filinkov par Mikhail Fedotov, ancien président du Conseil présidentiel pour la société civile et les droits humains, Vladimir Poutine avait affirmé publiquement que cela ne pouvait pas être les agents du FSB qui « ne travaillent pas dans ce genre de Van »¹¹.

À l'issue du verdict du 10 février 2020 ce sont donc 86 (!) années d'emprisonnement cumulées qui ont été prononcées dans cette

4. « Le cas du Réseau : qui sont ces personnes et pourquoi elles sont jugées. Guide d'information de l'IAB », *IAB-Info*, le 13 mai 2019, <https://ovdinfo.org/articles/2019/05/13/delo-seti-kto-eti-lyudi-i-za-cto-ih-sudyat-gid-ovd-info> [consulté le 15 mai 2020].
5. « Organisations et matériels terroristes et extrémistes », Comité national anti-terroriste, <http://nac.gov.ru/terroristicheskie-i-ekstremistskie-organizacii-i-materialy.html> [consulté le 15 mai 2020].
6. « The Kremlin's Political Prisoners: The Case of the Network in Penza », Coalition to Free the Kremlin's Political Prisoners, le 27 décembre 2019, <https://www.4freerussia.org/the-kremlin-s-political-prisoners-the-case-of-the-network-in-penza/> [consulté le 15 mai 2020].
7. Les commissions de surveillance des prisons ont accès à tous les lieux de détention sans avoir besoin d'autorisation préalable et sans prévenir de leur venue. Les membres n'ont pas le droit de prendre des photos ou des vidéos mais peuvent en revanche recueillir des témoignages de détenus.
8. 1994-1996 ; 1990-2000.
9. « Les multiples visages de la torture. Étude du phénomène tortionnaire en Russie », ACAT, novembre 2013, https://www.acatfrance.fr/public/acat_russie_fr.pdf [consulté le 15 mai 2020].
10. « What is Center E? A former agent for Russia's secretive Anti-Extremism Center explains how 'eshniki' crack down on protesters and prosecute online activity », *Meduza*, le 29 août 2019.
11. « La plainte concernant l'affaire du Réseau est parvenue à l'administration présidentielle », *Kommersant*, le 28 décembre 2018, <https://www.kommersant.ru/doc/3834263> [consulté le 15 mai 2020].



© Anne Le Huérou

File d'attente pour le piquet individuel, seule manifestation autorisée, en protestation des condamnations, Moscou, le 14 février 2020.

affaire déjà jouée d'avance par le tribunal militaire de la région de la Volga face aux accusés de Penza. À la surprise de tous, le verdict a provoqué une vague d'indignation en Russie, dans une période où chaque semaine voyait déjà se dérouler des audiences dans les procès des inculpés des manifestations de Moscou à l'été 2019. Alors que pendant quasiment deux ans cette affaire n'avait eu presque aucun écho en Russie à l'exception de l'information diffusée par les familles et quelques organisations de la société civile ; de nombreux articles ont alors été publiés dans la presse russe et plusieurs manifestations organisées, sans compter les communiqués du Centre des droits de l'homme Memorial¹², de Human Rights Watch¹³ ou d'Amnesty International¹⁴ lors du procès et du verdict.

Alors que cette mobilisation inattendue laissait espérer un verdict plus clément pour les accusés de Saint Pétersbourg et/ou une procédure d'appel plus favorable, une « affaire dans l'affaire » éclatait à peine 10 jours plus tard : la publication vendredi 21 février¹⁵, puis le 3 mars¹⁶ par le site d'informations en ligne *Meduza*, réputé pour ses positions critiques du pouvoir et proches de l'opposition libérale, d'un long article faisant état de l'implication de plusieurs des condamnés de l'affaire « Réseau » dans un trafic de stupéfiants et surtout dans un double meurtre (celui d'Ekaterina Levchenko et Artyom Dorofeyev, complices dans le trafic)

venait semer un profond trouble. Si l'article se faisait l'écho d'informations ayant déjà circulé dans les milieux proches des accusés depuis presque un an, jamais elles n'avaient été reprises publiquement. Quelques jours après la parution du second article, le corps de la jeune femme assassinée était retrouvé conformément au récit d'Alexey Poltavets, l'un des protagonistes, mineur au moment des faits, et réfugié aujourd'hui à l'étranger.

Sans remettre en cause les faits ni la responsabilité des auteurs de ce double meurtre - dont il reste à établir l'identité en dehors des aveux de Poltavets, le débat a porté sur le caractère précipité de la publication alors que le second procès allait s'ouvrir, et sur le manque de sérieux de l'enquête journalistique. Mais il a aussi tourné à une sorte d'examen de conscience à livre ouvert parmi les défenseurs russes des droits de l'Homme sur les réseaux sociaux, certains s'indignant contre *Meduza*, d'autres prenant publiquement leurs distances avec les accusés, ou encore certains cherchant à justifier le silence des derniers mois « alors qu'on savait ». Et tout le monde s'interrogeant sur les implications de cette affaire pour ce milieu des droits de l'Homme, ébranlé dans les principes éthiques qui ont toujours guidé son action.

Mais une conviction fait l'unanimité parmi les militants, avocats et journalistes : quelle que soit la véracité des faits reprochés à plusieurs

12. « Condamnation dans l'affaire «Réseau» : la routine de l'impossible », Memorial, le 11 février 2020, <https://mailchi.mp/memohrc/yj734h2ph4?e=316de06abf> [consulté le 15 mai 2020].

13. « Human Rights Watch critique le verdict dans l'affaire du «Réseau» », DW Made for minds, <https://www.dw.com/ru/human-rights-watch-критикует-приговор-по-делу-Сети/a-52352692> [consulté le 15 mai 2020].

14. « Russia: Prosecution for membership of a non-existent "terrorist" organization must stop », Amnesty International, le 7 février 2020, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2020/02/russia-prosecution-for-membership-of-a-non-existent-terrorist-organization-must-stop/> [consulté le 15 mai 2020].

15. « Four went in, only two returned How Russia's controversial terrorism case in Penza and St. Petersburg connects to murder allegations in Ryazan », *Meduza*, le 27 février 2020, <https://meduza.io/en/feature/2020/02/27/four-went-in-only-two-returned> [consulté le 15 mai 2020].

16. « 'I said sorry before I fired' Alexey Poltavets confesses to a murder he says was orchestrated by suspects in Russia's most controversial terrorism case », *Meduza*, le 10 mars 2020, <https://meduza.io/en/feature/2020/03/10/i-said-sorry-before-i-fired> [consulté le 15 mai 2020].

des condamnés, cette accusation pour des actes extrêmement graves exige une véritable enquête, qui n'a rien à voir avec les poursuites dont ils ont fait l'objet. En effet, il reste bien qu'une affaire pénale pour terrorisme a été ouverte et instruite avec de très nombreuses et grossières violations faisant peser un très fort soupçon de fabrication ; que plusieurs des accusés ont avoué après avoir subi des tortures, actes illégaux et de nature à faire annuler la procédure ; qu'il n'y pas eu d'enquête sérieuse sur ces tortures ; que plusieurs des accusés n'ont rien à voir avec l'implication éventuelle pour meurtre de quelques-uns et ont déjà reçu ou risquent de recevoir des peines très lourdes.

La mobilisation nécessaire face aux violations des droits fondamentaux et aux failles systémiques de la justice en Russie

Alors qu'un autre procès contre deux militants de Saint Pétersbourg, Filinkov et Boyarshinov, s'est conclu par de nouvelles peines, le combat pour une révision du procès de Penza et de manière générale contre la pratique trop fréquente de la torture aux fins d'obtention d'aveux et la fabrication d'affaires judiciaires doit se poursuivre par les défenseurs des droits de l'homme, les avocats et celles et ceux qui les soutiennent en Russie ou à l'étranger.

La disproportionnalité de la peine prononcée par rapport aux actes d'accusation, et l'évolution de l'affaire qui repose sur des aveux arrachés sous la torture, ou échangés pour avoir une peine plus réduite, s'inscrivent dans un système plus général de durcissement du système et des peines envers tous les groupes considérés comme menaçants. Militants politiques et minorités religieuses à l'instar des Tatars de Crimée ou des témoins de Jéhovah sont visés. Les actes de tortures lors des arrestations par la police, ou le FSB, puis dans les établissements pénitentiaires constituent une problématique

majeure en Russie, quelles que soient les affiliations politiques des personnes visées, tant qu'elles constituent pour les organes gouvernementaux une menace.

Néanmoins, certaines mobilisations face à des arrestations fabriquées se sont révélées payantes, pour preuve le cas du journaliste d'investigation russe de *Meduza*, Ivan Golounov arrêté en juin 2019 qui enquêtait sur les questions de corruption et de détournement de fonds à Moscou, et faussement accusé par les autorités russes de « tentative de trafic de drogue ». Une mobilisation de la société civile russe, des milieux journalistiques - y compris proches du pouvoir - et plus généralement d'organisations et de mouvements internationaux a permis sa libération.

Comme l'évoquait très bien le communiqué d'OVD-info¹⁷, l'organisation qui informe très efficacement depuis plusieurs années sur les violences policières, « [...] Les personnes qui font l'objet de persécutions politiques ne sont pas toujours des héros - elles peuvent ne pas nous être sympathiques, et peuvent même être coupables de crimes. Il est important pour nous de résister à la répression politique et non de glorifier les victimes. En questionnant les informations provenant des forces de l'ordre, en attirant l'attention de l'opinion sur les affaires pénales importantes, en obligeant ainsi les institutions pénales à mieux travailler, à prouver les faits, et à prendre en compte les informations et positions de toutes les parties au procès, on crée les conditions préalables à l'indépendance du système judiciaire et à la responsabilité des forces de l'ordre devant la société. »

Quels que soient les motifs de l'inculpation et les personnes arrêtées, le respect et la garantie des droits humains restent au cœur du travail mené par de nombreuses organisations russes à l'image de Memorial, en témoignent les mobilisations citoyennes et campagnes créées autour de ces arrestations, de plus en plus fréquentes ces dernières années.

Le 24 avril 2020

Résumé des condamnations à ce jour (avril 2020)

Penza

Dmitry Pchelintsev : 18 ans
Ilya Shakursky : 16 ans
Arman Sagynbaev : 6 ans
Andrei Chernov : 14 ans
Vasily Kuksov : 9 ans
Mikhail Kulkov : 10 ans
Maxim Ivankin : 13 ans

Saint Pétersbourg

Viktor Filinkov : 7 ans
Yuliy Boyarshinov : 5 ans et demi
Igor Shishkin (condamné en 2018) : 3 ans et demi
Ilya Kapustin réfugié à l'étranger

17. « A propos des documents de *Meduza* sur les accusés dans l'affaire du réseau Penza », *IAB-Info*, le 22 février 2020, <https://ovdinfo.org/articles/2020/02/22/o-materiale-meduza-pro-figurantov-penzenskogo-dela-seti> [consulté le 15 mai 2020].

Dossier « Nostalgie, nostalgies. Déraison et des raisons »

Les politiques de la nostalgie, utopie négative des temps présents

Par **Frédéric Joly**, essayiste et traducteur, auteur notamment de *La Langue confisquée* (Premier Parallèle, 2019).

La crise sanitaire du coronavirus aura été l'occasion, ce printemps, en Hongrie, pour Victor Orbán, de museler définitivement son opposition – l'aboutissement d'une évolution de longue date en direction d'un régime autoritaire, à laquelle, comme le rappelait récemment Jürgen Habermas dans le *Monde*, « le Conseil européen et, surtout, les démocrates-chrétiens européens ont assisté avec, disons, magnanimité¹ ». On le sait, la Hongrie n'est pas le seul pays d'Europe de l'Est, tant s'en faut, à avoir opté pour un antilibéralisme s'assumant comme tel. Les actuels dirigeants polonais sont eux aussi des « illibéraux » autoproclamés. Si tous ces dirigeants illibéraux parviennent à imposer leurs dites réformes – dont l'objectif principal est le plus souvent de tirer un trait sur le principe de séparation des pouvoirs –, c'est notamment, comme l'explique le politologue Jan-Werner Müller, en remettant en cause le bien-fondé même des droits fondamentaux auxquels ils s'attaquent et « en laissant accroire que de semblables mesures ont également été adoptées dans les démocraties d'Europe de l'Ouest² ». Les gouvernants polonais prétendent ainsi que leur « réforme de la justice », destinée à mettre au pas l'appareil judiciaire, ne ferait qu'instaurer des mécanismes déjà à l'œuvre en Allemagne. La sociologue Kim Lane Scheppele a montré comment ces stratégies consistant à saper l'État de droit de façon ciblée – en s'attaquant aux institutions qui en sont garantes – aboutissent à des « États Frankenstein »³. Tout cela est souvent mené à bien au nom de la démocratie : les droits fondamentaux ainsi remis en cause sont imputés au libéralisme, et il est même affirmé qu'ils interdisent une authentique compréhension de la démocratie. Or, lorsqu'il devient impossible de se prévaloir de droits démocratiques parce que, mettons, les magistrats les plus importants ont été choisis en raison de leur allégeance au pouvoir, c'est bien

la démocratie qui se voit attaquée dans ses fondements mêmes. Jan-Werner Müller nous rappelle qu'« il n'y a pas de démocratie sans droits politiques fondamentaux, sans un authentique pluralisme dans les médias et sans une protection juridique effective de cette infrastructure démocratique qu'est la formation de la volonté collective⁴ ».

Si ces dirigeants s'attaquent ainsi à la démocratie, c'est parce qu'ils savent pouvoir compter sur l'assentiment de pans très conséquents de leurs populations respectives. Il faut donc s'interroger sur les raisons d'un tel assentiment, trente ans après la chute du Mur. Il est à peine besoin de rappeler que le « libéralisme », dans les années 1990, fut bientôt perçu en Europe de l'Est comme l'affaire des grands gagnants de la transition conduisant à l'économie de marché. Assez vite, le mot « libéral » y fut connoté négativement ; il est vrai que, comme le rappelle encore Müller, « seuls pouvaient s'offrir des attitudes politiquement libérales ceux qui pouvaient aussi s'offrir des repas gastronomiques dans les restaurants branchés de Varsovie et de Budapest⁵ ». Et il est bien certain que des politiciens comme Orbán et Kaczyński surent en tirer le meilleur parti, comprenant très vite que le fait de se déclarer « illibéral » était un signe de solidarité envoyé à tous les perdants de la transition.

Un éminent intellectuel polonais, le médiéviste et ancien dissident Karol Modzelewski, affirmait peu avant sa disparition que la société polonaise était affligée par un spectaculaire clivage qui se cristallisait « autour de la défense ou du rejet de la démocratie »⁶. Une partie notable de cette société, relevait-il, se considère rejetée par la démocratie, et considère en outre que celle-ci est à l'origine de la dégradation de ses conditions d'existence. En cela, elle s'oppose « aux autres, sans doute à la majorité qui voit en la démocratie l'incarnation de la liberté [...] Il est certain que ce clivage traverse maintenant toutes les strates sociales, qu'il est très grave ». Ce clivage, Modzelewski le considérait comme

1. Entretien avec Jürgen Habermas, *Le Monde*, 11 avril 2020.

2. Jan-Werner Müller, *La Peur ou la Liberté. Quelle politique face au populisme ?*, trad. de l'allemand de F. Joly, Paris, Premier Parallèle, 2020, p. 175.

3. Kim Lane Scheppele, « The rule of law and the Frankenstate: Why governance checklists do not work », *Governance*, 26/4, 2013, pp. 559-562. Citée in *ibid*, p. 175.

4. *Ibid*, p. 172.

5. *Ibid*, p. 164.

6. On pourra notamment lire de Karol Modzelewski *Nous avons fait galoper l'histoire. Confessions d'un cavalier usé*, trad. du polonais de E. Salamanka, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2018.

étant avant tout d'ordre culturel, opposant deux univers n'ayant plus de langage commun et ne pouvant plus dès lors communiquer. « Un abîme nous divise », poursuivait-il, « divise les familles, les groupes d'amis ou d'anciens amis. Ni les concepts ni les valeurs ne semblent capables de le combler. Nous sommes devant une société réellement en crise, profondément malade. Je ne crois pas que nous soyons les seuls. »⁷ Si Modzelewski parlait ici de son pays, la Pologne, il semble évident que les Polonais ne sont pas les seuls sur notre continent à être concernés par un tel phénomène. Et sans doute faudrait-il se souvenir qu'en Europe beaucoup de choses ont commencé en Pologne, dont l'écrivain Adolf Rudnicki parlait comme du « point très névralgique du continent, une terre fréquemment agitée. »⁸

C'est cette terre fréquemment agitée que Zygmunt Bauman quitta à la toute fin des années soixante pour rejoindre l'Angleterre, où il allait enseigner, à l'université de Leeds, et mener une carrière prestigieuse de sociologue, jusqu'à sa disparition, en 2017. Comme, notamment, deux de ses compatriotes, l'écrivain Kazimierz Brandys et le philosophe Leszek Kołakowski, Bauman était un *converti*. D'abord communiste convaincu aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, il s'était progressivement éloigné du Parti, au fil des deux premières décennies d'après-guerre, jusqu'à se retrouver en total porte-à-faux avec sa ligne officielle et donc dans l'impossibilité de continuer de vivre sur place. L'intellectuel exilé, l'homme dépaycé – pour citer le titre d'un bel ouvrage de Tzvetan Todorov –, fut d'ailleurs à intervalles réguliers attaqué à ce sujet. Mais le converti dépaycé, l'exilé est souvent en mesure de se ménager un recul certain sur un environnement qu'il ne peut considérer comme tout à fait le sien, et sans doute avons-nous là l'une des explications de son extra-lucidité. Théoricien de la modernité, qu'il qualifiait de « liquide »⁹, notamment parce qu'elle se caractérise à ses yeux par une absence totale de limites – absence de limites dont il considérait aussi qu'elle avait été, aux côtés de la primauté absolue accordée à la technique, à l'origine même de l'Holocauste¹⁰ –, Bauman discerna parfaitement la nature des tensions aujourd'hui à l'œuvre sur le continent européen, et comprit que cette modernité liquide, essentiellement vécue comme angoissante, allait susciter une spectaculaire réaction aux forts relents nostalgiques.

Et, de fait, il est frappant de constater

à quel point les intellectuels réactionnaires proches des régimes polonais et hongrois mettent l'accent sur ce trait fondamental de la modernité qu'est l'absence de toute limite. Pour Ryszard Legutko, par exemple, un spécialiste polonais de Platon et député du PiS au Parlement européen¹¹, la modernité libérale serait à l'origine d'une permanente révision à la baisse des exigences morales. Le libéralisme s'appuierait sur une vision de l'homme erronée ou grossière remplaçant les vertus par les calculs d'intérêt égoïstes, l'autodiscipline par le désir effréné de poursuivre des objectifs uniment personnels. Il serait donc l'idéologie d'un monde qui n'envisagerait plus la liberté que négativement, en refusant d'imposer au marché la moindre limite, en refusant d'imposer à l'individu ces normes morales qui seraient seules à même de limiter l'arbitraire individuel. S'affranchir de toutes les contraintes équivaldrait aux yeux d'un Legutko à s'émanciper dans le vide. La vérité du libéralisme serait donc le nihilisme.¹² C'est ce tableau d'une modernité condamnée à se vautrer dans le nihilisme et dans les eaux glacées du calcul égoïste qui sous-tend l'idéologie illibérale et ses appétits régressifs. Dans son dernier ouvrage, *Retrotopia*¹³, qu'il est permis de considérer comme son testament, Zygmunt Bauman explore la psyché de l'homme illibéral, la peur panique que lui inspire l'avenir et sa tendance à s'en remettre à un passé qu'il méconnaît, auquel il ne s'est jamais véritablement intéressé – puisqu'il lui aurait alors fallu se confronter pour l'essentiel, et de douloureuse façon, à des tragédies –, un passé qu'il préfère dans ces conditions idéaliser et qu'il n'hésite pas d'ailleurs à réécrire, car il s'agit surtout pour lui de l'instrumentaliser. Ainsi de Victor Orbán bien décidé à réécrire une histoire de la Shoah plus conforme à la haute idée qu'il se fait de sa nation. Une nostalgie spécifiquement « restauratrice » est à l'évidence l'un des traits principaux des nouveaux nationalistes actuels. De fait, ces régimes illibéraux attachent une importance toute particulière à une fabrication mythique antimoderne de l'histoire, en recourant aussi bien aux symboles et aux mythes nationaux qu'à de très diverses théories de la conspiration¹⁴.

Svetlana Boym, une professeure de littérature décédée peu de temps avant que Bauman lui-même disparaisse, disait de la nostalgie qu'elle « est un sentiment de perte et de déplacement, mais [...] aussi une histoire

7. Karol Modzelewski, conversation avec l'historien Jean-Yves Potel mise en ligne par celui-ci, en guise d'hommage, sur son blog personnel (post du 30 avril 2019). Voir également le dossier « Un nouvel autoritarisme en Pologne », coordonné par le même Jean-Yves Potel, proposé dans le n° 452 de la revue *Esprit* (mars 2019).

8. Adolf Rudnicki, *Le compagnon de route*, trad. du polonais de E. Destrée-Van Wilder, Arles, Actes Sud, 1987, p. 121.

9. Zygmunt Bauman, *La vie liquide*, trad. de l'anglais de C. Rosson, Nîmes, Chambon, 2006.

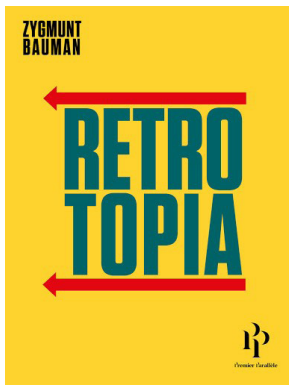
10. Zygmunt Bauman, *Modernité et Holocauste*, trad. de l'anglais de P. Guivarch, Paris, La Fabrique, 2002.

11. Le parti Droit et Justice de Jarosław Kaczyński.

12. Jan-Werner Müller, *La Peur ou la Liberté. Quelle politique face au populisme ?*, op. cit., p. 84.

13. Zygmunt Bauman, *Retrotopia*, trad. de l'anglais de F. Joly, Paris, Premier Parallèle, 2019.

14. Voir notamment sur ce point Ivan Krastev, *Le Destin de l'Europe*, trad. de l'anglais de F. Joly, Paris, Premier Parallèle, 2017, et tout particulièrement ses pages consacrées à la mythologie construite autour du crash de l'avion présidentiel ayant coûté la vie en 2010 à l'un des frères Kaczyński (p. 53-55).



d'amour que l'on noue avec son propre imaginaire¹⁵ ». À l'instar de Bauman, Boym diagnostiquait, en ce début de XXI^e siècle, un mouvement global de nostalgie prenant la forme d'un ardent désir de

communauté, de mémoire collective, de continuité, susceptibles de compenser les périls d'un « monde éclaté » où les rythmes de la vie quotidienne s'accroissent de façon inquiétante. Et Bauman de montrer avec elle que ce type de mécanisme de défense consiste essentiellement, du côté des politiques, en des promesses : promesses de reconstruire le foyer idéal, promesse de réinstaurer des liens émotionnels portés disparus.

L'aspiration rétrograde, la volonté d'en revenir à un passé plus ou moins mythifié où le foyer réel se voit confondu avec le foyer imaginaire, est un moyen d'éluider les questions

qui fâchent, les plus brûlantes – notamment celles soulevées par des flux migratoires dont Bauman était convaincu, avec son ami Umberto Eco, qu'ils ne cesseraient plus de gagner en ampleur.¹⁶ La *retrotopia*, nous dit Bauman, est une utopie négative, obnubilée par un passé jugé préférable au présent et à l'avenir. *L'Ange de l'Histoire* de Paul Klee, ce merveilleux tableau splendidement interprété dans les années 1930 par Walter Benjamin, semble avoir emprunté, nous dit-il encore, la direction inverse qui avait été la sienne à l'origine. Et de dépeindre de saisissante façon un Ange de l'Histoire en pleine volte-face : son visage non plus « tourné vers le passé mais vers l'avenir, et ses ailes non plus poussées en avant mais en arrière par une tempête venue cette fois d'un avenir infernal, imaginé, anticipé et craint d'avance », par « une tempête le poussant cette fois vers le Paradis du Passé (tel qu'il est, rétrospectivement, sans doute fantasmé, après avoir été perdu et être tombé en ruines)¹⁷ ». Une utopie négative qui, très commodément, permet d'éviter de se confronter aux véritables défis de la modernité, dont Zygmunt Bauman nous rappelle magnifiquement qu'ils consistent à « vivre sans illusion et sans être désillusionné ».

15. Svetlana Boym, *The Future of Nostalgia*, New York, Basic Books, 2002, p. xiii. Citée in Zygmunt Bauman, *Retrotopia*, op. cit., p. 11.

16. Zygmunt Bauman, *L'étranger à nos portes*, trad. de l'anglais de F. Joly, Paris, Premier Parallèle, à paraître en 2020.

17. Zygmunt Bauman, *Retrotopia*, op. cit., p. 10.

En 2020, la Russie est toujours nostalgique de l'URSS

Par **Olga Konkka**, chercheuse associée au CEMMC (Université Bordeaux Montaigne), post-doctorante boursière de la Fondation pour la mémoire de la Shoah

L'année 2021 marquera le 30^e anniversaire de la disparition de l'Union des républiques socialistes soviétiques. Environ un tiers de la population de la Russie actuelle est né après cet événement majeur de la fin du XX^e siècle, qui appartient au passé de plus en plus lointain. Cependant, la nostalgie de l'URSS est plus que jamais présente au sein de la société russe.

Selon le récent sondage du centre d'études de l'opinion publique *Levada-Tsentr* (février 2020), 75% des Russes considèrent que l'époque soviétique était la meilleure période dans l'histoire de leur pays¹. Ce phénomène peut surprendre un esprit occidental qui « croit que le communisme était un fardeau pour les citoyens de l'URSS, et une menace pour le monde entier »². Cependant, aussi paradoxal que cela puisse paraître, la nostalgie de l'URSS apparaît comme une caractéristique majeure de la société russe, et ce tout au long de la période postsoviétique. Depuis 1992, le taux de ceux qui répondent « oui » à la question « regrettez-vous la chute de l'URSS ? » n'est jamais descendu en dessous de 50%, oscillant généralement entre 60% et 75%³.

1. « Структура i vosproizvodstvo pamjati o Sovetskom Sojuze [Structure et reproduction de la mémoire de l'Union Soviétique] », *Levada-Tsentr*, le 24 mars 2020.

2. Fred Weir, « Why nearly 60 percent of Russians "deeply regret" the USSR's demise », *Christian Science Monitor*, le 23 décembre 2009.

3. Elena Muhametšina, « Číslo sožalejuščih o raspade SSSR dostiglo maksimuma za desjatiletie » [Le nombre de ceux qui regrettent la désintégration de l'URSS a atteint le record de la décennie], *Vedomosti*, le 18 décembre 2018.

D'un peuple nostalgique à l'État nostalgique

On ne peut que s'étonner de la rapidité avec laquelle, dès le début des années 1990, la nostalgie de l'URSS a gagné l'esprit des citoyens de la Fédération de Russie, fraîchement indépendante. Les réformes radicales entreprises par le gouvernement de Boris Eltsine ont entraîné de profonds bouleversements économiques, sociaux et culturels. De nombreux Russes, nés dans un pays socialiste, avaient du mal à s'adapter à ce nouveau modèle ultralibéral. L'effondrement de l'économie, l'inflation et le déficit budgétaire ont entraîné la paupérisation d'une grosse partie de la population. Le désarroi face aux changements était lié non seulement à une rapide transition économique, mais aussi à la transformation radicale des discours et des comportements. Ce désarroi, la société russe l'a exprimé dans les urnes en 1995-1996 : le parti communiste (KPRF) a remporté la victoire aux élections parlementaires, et le président sortant a gagné de justesse face au candidat communiste Guennadi Ziouganov. En 1995, dans le souci d'unir la nation et de soustraire des votes aux communistes, le gouvernement a choisi de célébrer en grande pompe le 50^e anniversaire de la victoire dans la Grande guerre patriotique⁴, avec un défilé sur la Place Rouge. Ainsi, la Russie postsoviétique a rétabli l'un des grands symboles de l'ancien régime.

Cependant, c'est avec l'arrivée au Kremlin de Vladimir Poutine que la nostalgie de l'URSS va devenir un véritable pilier du nouveau patriotisme russe⁵. Certes, dans son manifeste politique diffusé la veille de la démission de Eltsine, Poutine a déclaré que l'Union Soviétique « n'a pu assurer ni la prospérité du pays, ni l'épanouissement de la société, ni la liberté de l'homme »⁶. Cependant, dès son arrivée au pouvoir, il a rétabli l'hymne soviétique adopté par Staline en 1943, en changeant les paroles. À ce stade, « il s'agit de donner au pays une identité dans laquelle la population puisse se reconnaître, en y inscrivant son propre vécu »⁷.

Les deux décennies suivantes ont été marquées par l'apparition de nombreuses pratiques directement empruntées au passé soviétique, ou inspirées de celui-ci. Elles

peuvent paraître tout à fait « innocentes », comme les normes sportives « Prêt pour le travail et la défense » (GTO) rétablies en 2014⁸. Cependant, au-delà de cette présence symbolique, l'histoire récente conditionne les choix politiques et façonne les différentes institutions de la nouvelle Russie. Dès le milieu des années 2000, dans les cercles proches du pouvoir on ne nie pas la volonté de s'inspirer de l'URSS. L'un des auteurs de la *Démocratie souveraine*, cette feuille de route idéologique de la Russie poutinienne, affirme qu'il est indispensable de s'appuyer sur la tradition et d'utiliser l'expérience soviétique⁹. De même, il est impossible de concevoir la politique étrangère russe en dehors des références à la puissance soviétique. La volonté de prendre l'URSS comme modèle est l'une des constantes dans la politique russe du XXI^e siècle. Mais les cercles au pouvoir sont loin d'être les seuls à exprimer cette volonté.

Un phénomène aux multiples facettes

La nostalgie de l'URSS est un phénomène très complexe, dans lequel il faut se garder de voir une simple adhésion au discours politique marqué par une mobilisation croissante des références au passé soviétique. Dans la Russie d'aujourd'hui, se dire « nostalgique de l'URSS » peut traduire une multitude d'attitudes et d'opinions.

Premièrement, cette nostalgie ne rime pas toujours avec un soutien du pouvoir en place. Certes, comme nous l'avons montré, la légitimité du régime actuel repose en partie sur la revendication d'une certaine continuité avec l'expérience soviétique. Ce discours est beaucoup mieux accepté par une grande partie des Russes, que celui d'un gouvernement qui affirmerait une rupture totale avec le passé tant regretté. Cependant, la nostalgie de l'URSS sert souvent à cristalliser les critiques à l'égard des autorités, et le rejet du modèle qui définit la Russie contemporaine sur le plan politique, économique, social ou culturel. Ces critiques peuvent se traduire par le soutien du parti communiste ou des mouvements d'extrême gauche. Elles peuvent également s'exprimer au travers des discours relatés par la presse et les réseaux sociaux. Les critiques peuvent d'ailleurs

4. Terme communément employé depuis l'époque soviétique pour désigner l'implication de l'URSS dans la Seconde Guerre mondiale entre 1941 et 1945.
5. Marlène Laruelle, *Le nouveau nationalisme russe : des repères pour comprendre*, Paris, L'Œuvre éditions, 2010, p. 241.
6. Vladimir Poutine, « Rossija na rubeže tysjačletij » [La Russie à l'aube du millénaire], *Nezavisimaja Gazeta*, le 30 décembre 1999.
7. Maria Ferretti, « La mémoire impossible. La Russie et les révolutions de 1917 », *Cahiers du monde russe. Russie - Empire russe - Union soviétique et États indépendants*, janvier 2017, vol. 58, no 1-2, p. 203-240.
8. Ce programme d'entraînement sportif et paramilitaire né en URSS dans les années 1930 et réintroduit par Vladimir Poutine en 2014 propose aux enfants et aux adultes de passer un certain nombre d'épreuves, telles que course, sauts, nage, pompes et tir.
9. Dmitrij Orlov, « La doctrine politique de la démocratie souveraine [Političeskaja doktrina suverennoj demokratii] », in Vladislav Surkov, Dmitrij Orlov, Andranik Migranjan, et al., *Suverennaja demokratija. Ot idei k doktrine* [La démocratie souveraine. De l'idée à la doctrine], Moscou, Evropa, 2007, p. 6.



© Ewa Tartakowsky

Boutique de souvenirs à Moscou

porter sur la Russie contemporaine dans son ensemble, ou sur l'une de ses caractéristiques, telles que la corruption, les inégalités sociales, ou la décadence des mœurs.

Deuxièmement, on ne peut pas comparer l'expérience des générations qui ont vécu en URSS, et des jeunes qui construisent leurs représentations du passé à partir des films, des livres et des récits de leurs aînés. Le critère d'âge permet de distinguer, d'une manière un peu schématique, trois catégories. La première est constituée de ceux qui ont vécu la majeure partie de leur vie en URSS. C'est à l'époque soviétique qu'ils ont fait leurs études, commencé leur carrière, fondé une famille. La majorité de ces personnes ont douloureusement vécu la chute de l'Union Soviétique et ont eu beaucoup de mal à s'adapter au nouveau contexte. Elles perçoivent ces changements comme une injustice et regrettent tous les aspects de leur vie d'avant. Le phénomène est particulièrement présent dans des petites villes et à la campagne. Dans certaines zones, marquées par la pauvreté, le chômage et l'alcoolisme, les gens souffrent de l'absence d'une politique sociale qui existait à l'époque soviétique. La seconde catégorie regroupe ceux qui n'ont passé que leur enfance et leur adolescence en URSS. S'ils étaient beaucoup mieux armés pour affronter les grands changements des années 1990, certains se disent toutefois nostalgiques du pays disparu de leur enfance. Cette nostalgie traduit la quête d'une simplicité, d'une certaine insouciance. Le passé soviétique se voit alors très vite enrichi par des légendes de plus en plus touchantes, et se transforme en un beau mythe de l'âge d'or de l'humanité. Certains quadragénaires d'aujourd'hui le désirent si fort qu'ils sont prêts à amputer leur propre mémoire. Chez cette catégorie, il est difficile de voir où

passer la frontière entre une préférence pour le modèle soviétique et une volonté beaucoup plus banale de revivre sa jeunesse. Enfin, la dernière catégorie, dont la présence ne cesse de surprendre les médias occidentaux, est constituée de jeunes et d'adultes qui n'ont jamais connu l'URSS. Pour eux, ce pays peut représenter un modèle culturel, politique ou social, qu'ils ne cessent de comparer avec la seule Russie qu'ils ont connue. La nostalgie de l'URSS chez les jeunes invite sans cesse à interroger les sources qui alimentent leurs connaissances du passé, et met en avant l'image très idéalisée de l'époque de leurs parents et de leurs grands-parents. Là encore, cette nostalgie peut traduire une quête de patriotisme, de justice sociale, ou encore de l'esthétique de l'époque. En effet, depuis des années, le style « soviétique » est à la mode chez une partie de la jeunesse « branchée » de grandes villes, et les établissements qui offrent une ambiance « rétro » ont pignon sur rue.

Troisièmement, la nostalgie de l'URSS renvoie souvent à l'un ou plusieurs aspects de l'expérience soviétique, plutôt qu'à l'ensemble de cette expérience. Certains regrettent cette vaste entité géopolitique qui unissait de nombreux peuples et territoires au sein d'un seul et immense pays. On était « chez soi » à Moscou comme à Tallin, à Tbilissi ou à Tachkent. D'autres sont nostalgiques de la superpuissance qui jouait le rôle d'un acteur majeur dans la politique internationale, et qui inspirait la crainte et le respect du monde entier. De très nombreux Russes conçoivent également l'URSS comme un État-providence qui assurait la gratuité de la médecine, de l'éducation, du logement. Ils mettent en avant l'égalité sociale dans laquelle vivait l'*homo sovieticus*. On peut souvent entendre des propos : « certes, on

n'était pas riches, mais c'était pareil pour tout le monde, et puis on s'en sortait malgré tout ».

Enfin, la nostalgie de l'URSS peut renvoyer à des époques différentes, et sur ce point la société russe a connu une évolution importante. Les années 1990 étaient marquées par la nostalgie de l'URSS brejnévienne, que la majorité de la population a connue, et qui était associée à une stabilité et un relatif confort social. Cependant, la propagation du culte de la « Grande victoire » de 1945, mais aussi la quête d'un pouvoir fort qui débarrasserait la Russie de tous ses maux actuels alimentent la nostalgie de l'URSS stalinienne. La réhabilitation galopante de Staline est facilitée par le fait que la Russie n'a jamais entrepris de réflexion profonde sur son passé. L'indifférence amnésique règne au sein de la population au sujet des victimes des répressions soviétiques. D'une certaine façon, la défaite du communisme soviétique n'a jamais été ni reconnue, ni assumée. Le faible renouvellement des élites, qui distingue la Russie de nombreux autres pays post-communistes, a également contribué à garder le lien avec le passé.

La relecture positive de l'expérience soviétique dans la Russie actuelle, tout en continuant à intéresser les chercheurs russes et occidentaux, ne les surprend plus. Ce phénomène est

aujourd'hui bien connu et analysé. La nostalgie de l'URSS est un sentiment très complexe qui regroupe une variété d'attitudes et de pratiques. Elle peut traduire l'adhésion au projet poutinien, comme le rejet du système politique et économique en place. Ce sentiment mêle la nostalgie de l'enfance et de la jeunesse (pour les plus âgés) à celle d'un monde imaginaire connu grâce aux vieux films et aux nouvelles séries qui font voyager dans l'histoire (pour les plus jeunes). Il peut exprimer la langueur d'un système paternaliste, d'une société plus unie et égalitaire ou d'une grande puissance redoutée dans le monde entier. Toutes ces attitudes n'ont en commun que le fait d'être tournées vers le passé. Pour cette raison, la nostalgie de l'URSS, partagée sous ses différentes formes par l'écrasante majorité de la population russe, est un phénomène inquiétant. Elle justifie la persistance des pratiques et des attitudes héritées de l'autoritarisme soviétique. On constate, par exemple, que dans plusieurs écoles secondaires, institutions très marquées par l'héritage soviétique, les élèves-sympathisants des mouvements contestataires ont été sévèrement réprimés¹⁰. Cette nostalgie traduit également une expression d'un profond mal-être face au présent et à l'avenir. Ce mal-être enferme la société russe dans le passé et l'empêche de se projeter et de se réinventer.

10. Julija Dudkina., *Poka ty v škole, svoboda slova prekraschaetsja. Kak prohodjat uroki patriotizma v rossiiskih školah* [Pas de liberté d'expression à l'école. Comment se déroulent les cours de patriotisme dans des écoles russes], *Meduza*, le 11 avril 2017.

Du PDS à l'AfD : les enjeux socio-politiques de la nostalgie en Allemagne de l'Est

Par **Paul Maurice**, chercheur au Comité d'études des relations franco-allemandes (Cerfa) à l'IFRI et doctorant en cotutelle à Sorbonne Université et à l'Université de la Sarre, UMR SIRICE (Sorbonne – Identités, relations internationales et civilisations de l'Europe)

Dans les années 1990, la nostalgie de l'ancienne RDA semblait se limiter au cadre des anciens fonctionnaires du régime. L'Allemagne de l'Est était principalement associée à la dictature du parti communiste au pouvoir (SED) et à la surveillance de la Stasi. Pour la plupart de ses anciens citoyens, il fallait faire « table rase du passé » et se tourner vers l'avenir et le modèle de consommation offert par la République

fédérale. Un peu plus d'une décennie après la réunification, la RDA devient un objet de « nostalgie », rebaptisée « Ostalgie », néologisme construit à partir du terme allemand « Ost » (Est) dont le film *Good Bye Lenin*¹ est l'un des principaux catalyseurs.

Ce phénomène n'est toutefois pas uniquement une vague médiatique. Selon une étude publiée en juin 2009 par l'hebdomadaire *Der Spiegel*, 57 % des Allemands de l'Est n'hésitent pas à défendre en public l'ancien régime de l'Allemagne de l'Est. Près de la moitié d'entre eux considèrent également que « la RDA avait davantage de bons côtés que de mauvais côtés. Il y avait quelques problèmes, mais on pouvait y vivre bien². » Les *blühende*

1. *Good Bye, Lenin!* de Wolfgang Becker, 2003.

2. Alwin Schröder « Mehrheit der Ostdeutschen sieht DDR positiv », *Der Spiegel*, le 26 juin 2009.

Landschaften (« paysages florissants ») promis par Helmut Kohl au moment de la réunification³ n'étaient pas au rendez-vous pour tous et les Allemands de l'Est redécouvraient leur passé.

C'est en partie à cause de l'énorme choc vécu en 1990 que certaines personnes se sont de plus en plus attachées à cette société disparue. Klaus Schroeder, directeur de l'Institut de recherche sur l'ex-RDA à l'Université libre de Berlin, affirmait en 2009 que « peu regrettent le régime, [...] mais il y a une nostalgie à l'égard d'une RDA idéalisée. Une RDA « sociale » où l'on n'était pas riche, mais où l'on pouvait vivre agréablement⁴. » De ce fait, pour Marina Chauliac l'*Ostalgie* « décline toute une gamme d'attitudes et de sentiments vis-à-vis de la société est-allemande passée que l'on peut schématiquement regrouper autour de deux pôles : l'*Ostalgie* identitaire comme rappel positif d'objets obsolètes et l'*Ostalgie* sociale comme regret d'un modèle social jugé plus égalitaire⁵. » Plus récemment c'est ce deuxième aspect qui semble prendre le pas sur la « nostalgie culturelle » dans les territoires de l'ancienne RDA. Aux discours inquiets mettant en garde contre une nostalgie constituant un danger pour la démocratie et pour l'intégration des Allemands de l'Est, répond une volonté d'interpréter cette vision positive de la RDA comme une réaction face aux difficultés qui ont suivi la réunification. Il convient ici d'en expliquer les enjeux socio-politiques et leurs évolutions depuis la réunification de l'Allemagne en 1990.

Le PDS, un parti identitaire des nostalgiques d'une utopique RDA ?

Après la chute du mur de Berlin, le Parti socialiste unifié (*Sozialistische Einheitspartei Deutschlands* – SED), se transforme en « Parti du socialisme démocratique » (*Partei des Demokratischen Sozialismus* – PDS). Celui-ci a longtemps été porteur de la nostalgie d'une RDA, idéalisée, auprès des Allemands de l'Est⁶.

Quelques jours avant la chute du mur, le 4 novembre 1989, une manifestation se tient à Berlin sur l'Alexanderplatz. Selon les estimations, entre 500 000 et un million de personnes y participent. La manifestation est non seulement autorisée par le pouvoir, mais également organisée conjointement avec

lui⁷. Parmi les orateurs, beaucoup d'artistes, parmi lesquels les écrivains Christa Wolf, Heiner Müller ou Stefan Heym, mais aussi des membres « réformateurs » du parti : Lothar Bisky, Markus Wolf ou Gregor Gysi. Ils défendent l'idée d'une réforme du système politique de la RDA vers un modèle socialiste plus démocratique. C'est sur ces fondements idéologiques, politiques et sociaux que le parti PDS va prospérer, « entre nostalgie et utopie », dans l'ancienne RDA durant la décennie 1990⁸.

Lors des élections libres organisées le 18 mars 1990 en RDA, ce parti obtient 16,4% des suffrages. En plébiscitant la CDU-Est (48%), les électeurs montrent leur adhésion à l'idée de réunification allemande. Électoralement parlant, le PDS est, durant toute la décennie 1990, un parti régional de l'ancienne RDA. En 1994 il obtient 4,4% des suffrages sur l'ensemble du territoire allemand mais 19,8% dans les nouveaux *Bundesländer* et 5,1 % des voix à l'échelle fédérale contre 22 % en Allemagne de l'Est en 1998. Du fait de cette marginalisation relative du parti dans l'Allemagne réunifiée, le PDS se fait le porte-parole des nostalgiques de l'Allemagne de l'Est dans la « République de Bonn »⁹. Après l'élection du Bundestag en 1994, l'allocution inaugurale est confiée au doyen des députés, l'écrivain Stefan Heym, alors âgé de 81 ans, élu à Berlin sous l'étiquette du PDS¹⁰.



© Licence CC - Stanjourdan

« Respect : revenu minimum plutôt que Hartz IV ! », affiche électorale de Die Linke, lors de la campagne de 2013 pour les élections au Bundestag

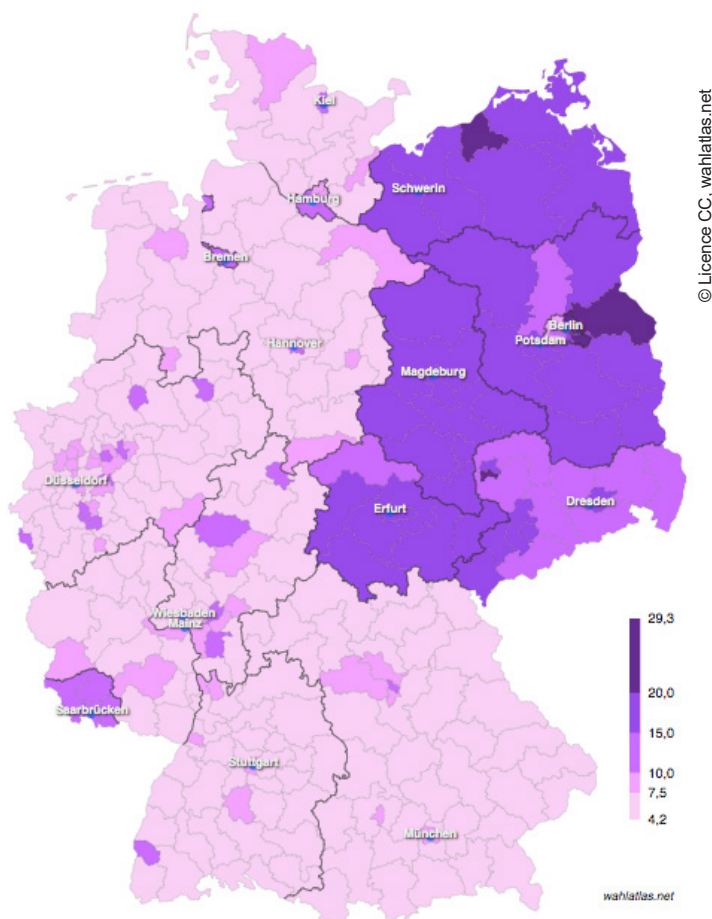
3. Helmut Kohl, « Fernsehansprache von Bundeskanzler Kohl anlässlich des Inkrafttretens der Währungs-, Wirtschafts- und Sozialunion », 1^{er} juillet 1990, *Bulletin des Presse- und Informationsamts der Bundesregierung*, 86, le 3 juillet 1990, p 81.
4. Klaus Schroeder, « Peu regrettent le régime, mais il y a une nostalgie à l'égard d'une RDA idéalisée », entretien réalisé par Marie de Vergès, *Le Monde*, le 9 novembre 2009.
5. Marina Chauliac, « Utopie – ostalgie – nostalgie : aller-retour en ex-RDA », *Conserveries mémorielles* [En ligne], n° 22, 2018, mis en ligne le 17 juin 2018, <http://journals.openedition.org/cm/2982> [consulté le 14 avril 2020]
6. Katja Neller, *DDR-Nostalgie: Dimensionen der Orientierungen der Ostdeutschen gegenüber der der ehemaligen DDR, ihre Ursachen und politische Konnotationen*, Wiesbaden, Verlag für Sozialwissenschaften, 2006, p. 110.
7. Johanna Luyssen, « Berlin, 4 novembre 1989 : à Alexanderplatz, le régime au pied du Mur », *Libération*, le 4 novembre 2019.
8. Christian Lannert, « Vorwärts und nicht vergessen »?: *Die Vergangenheitspolitik der Partei Die Linke und ihrer Vorgängerin PDS*, Göttingen, Wallstein Verlag, 2012, p. 238.
9. Thorsten Holzhauser, *Die « Nachfolgepartei »: Die Integration der PDS in das politische System der Bundesrepublik Deutschland 1990-2005*, Berlin, De Gruyter, 2005.
10. Fils d'un fils d'un marchand juif de Chemnitz né en 1913, exilé politique sous le Troisième Reich, il devient citoyen américain et participa, en tant qu'officier américain, au débarquement en Normandie en 1944. Il revient en 1952 en Allemagne et choisit la RDA dont il devient citoyen.

Dans son discours, il se fait l'écho d'une certaine nostalgie vis-à-vis du modèle social de la RDA. Il ouvre la session du 13^e Bundestag en ces termes : « Ne faudrait-il pas reprendre certains acquis de l'ancienne RDA pour construire l'avenir commun de l'Allemagne : la sécurité de l'emploi, la garantie d'une carrière professionnelle, le logement assuré ? » Stefan Heym reconnaît certes les acquis de l'unification – notamment la « démocratie » –, mais il plaide en faveur d'une nouvelle « culture politique », plus à l'écoute de la mentalité des habitants de l'Est¹¹.

Les difficultés économiques croissantes durant cette période réveillent la nostalgie des électeurs à l'Est de l'Allemagne et ils sont nombreux à se tourner vers le PDS qu'ils estiment plus à même de défendre leurs intérêts. En 2001 lors des élections régionales à Berlin, le parti obtient 22,6% des suffrages (et 47% dans la partie orientale de la ville) et participe à une coalition gouvernementale avec les sociaux-démocrates du SPD. Dans les années 2000, le PDS devient incontournable pour les coalitions de gauche dans les *Länder* de l'ancienne RDA. Il participe avec le SPD à des gouvernements de coalition dans le Brandebourg (2009-2019) et dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale (1998-2006). Dans d'autres régions (Saxe, Saxe-Anhalt, Thuringe), il obtient durant la décennie 2000 des scores systématiquement supérieurs à 20% des suffrages.

Nostalgie, mouvement social et laissés-pour-compte de la réunification

La création du parti *Die Linke* en 2007, fusion du PDS avec l'Alternative électorale (WASG) fondée par des sociaux-démocrates déçus du SPD, donne un nouveau souffle au parti. Elle est l'une des conséquences des réformes menées par le chancelier social-démocrate Gerhard Schröder (1998-2005) lors de son deuxième mandat. En 2004 des manifestations hebdomadaires sont organisées contre les réformes du marché du travail (les lois Hartz) proposées par le chancelier. Ces manifestations sont rapidement renommées « *Montagsdemonstrationen* » (« manifestations du lundi ») par les manifestants et les médias. L'utilisation du terme est très controversée



Résultats des élections fédérales de 2017 en Allemagne, pourcentage des voix obtenues par *Die Linke*

car il fait une analogie avec la révolution pacifique de 1989 : les « manifestations du lundi » de 1989 avaient favorisé la chute de la dictature est-allemande¹². Les mouvements de protestation reprennent à leur compte, de manière paradoxale, les symboles de l'opposition au système de la RDA tout en défendant son modèle plus égalitaire.

Le mouvement social va également s'approprié certains rites du régime est-allemand. La symbiose d'une forme de nostalgie de la RDA et de revendications politiques et sociales a pour but de porter les espoirs de ceux qui se considèrent comme des laissés-pour-compte de la réunification. La manifestation et le rassemblement en hommage à Karl Liebknecht et Rosa Luxemburg, qui a lieu tous les ans au mois de janvier au cimetière berlinois de Friedrichsfelde, survivent à la réunification. Cette tradition communiste, certes mise en scène par le régime en RDA, s'inscrit après 1990 dans une nostalgie qu'elle renouvelle par des revendications liées à la vie politique plus contemporaine, comme par exemple contre le démantèlement social et le militarisme en 1998 ou contre la menace d'une guerre en Irak en 2003¹³.

11. « La première séance du Bundestag illustre les mouvements du paysage politique », *Le Monde*, 12 novembre 1994.

12. Marion van der Kraats, « Ein Symbol gerät zwischen die Fronten », *Stern*, le 9 août 2004.

13. Ariane Jossin, « Un siècle d'histoire politique allemande : commémorer Liebknecht et Luxemburg au Zentralfriedhof Friedrichsfelde de Berlin », *Le Mouvement Social*, n° 237, 2011/4, p. 115-133.



© Licence CC. De Havilland

Manifestation anti-migrants de l'extrême-droite à Chemnitz (anciennement Karl-Marx-Stadt, Saxe), le 27 août 2018

Le PDS, puis *Die Linke*, ont été porteurs d'une nostalgie de la RDA dans le but d'affirmer des revendications sociales et politiques depuis la réunification. Bien implanté dans les territoires de l'ancienne RDA, ce parti a connu des succès importants et culminé en 2009 à l'échelle fédérale avec 12% des suffrages et 30 % dans certains *Länder* de l'Est. L'élection en 2014 de Bodo Ramelow en Thuringe, premier Ministre-président issu de *Die Linke*, à la tête d'une coalition avec les Verts et le SPD, a marqué les esprits. Cette élection a réveillé le spectre du SED et Ramelow a dû à cette occasion affirmer publiquement que la RDA n'était pas un État de droit.

Cependant, depuis le milieu des années 2010, *Die Linke* est concurrencé par l'extrême-droite dans son image de parti défenseur des intérêts particuliers des Allemands de l'Est. S'il elle lui est idéologiquement opposé en tous points, l'extrême-droite va elle aussi faire usage du thème de la nostalgie dans son discours politique et social, même si celle-ci s'exprime bien différemment.

« L'Allemagne plus allemande » ? Les paradoxes d'une nostalgie d'extrême-droite dans les nouveaux *Bundesländer*.

Dès la réunification, l'ancienne RDA a été un territoire de conquête pour l'extrême-droite, pour qui l'implantation à l'Est a été très tôt un objectif. En Saxe, des militants d'extrême-droite auraient participé aux « manifestations du lundi » de Leipzig à l'automne 1989. Selon l'Office fédéral pour la protection de la Constitution, le *Nationaldemokratische Partei* (NPD) détient 264 mandats dans l'ancienne RDA, dont 80 sièges en Saxe, dans les conseils locaux, les conseils municipaux et les conseils de district. Cette région représente près d'un quart de tous les mandats municipaux du

NPD en République fédérale alors que le parti est en recul ces dernières années¹⁴.

L'extrême-droite utilise un sentiment nostalgique paradoxal. Elle s'appuie à la fois sur un fort anticommunisme et le souvenir de l'opposition radicale au système en 1989-1990 et, en même temps, sur un discours social très nostalgique de l'époque de la RDA. En 2004 et en 2006, dans le contexte des manifestations contre les réformes des allocations chômage par Gerhard Schröder, le NPD axe ses campagnes électorales régionales en Saxe et dans le Mecklembourg-Poméranie occidentale sur la critique de la loi Hartz. Le NPD va même jusqu'à utiliser l'expression du PDS : « *Hartz IV ist Armut per Gesetz* » (« Hartz IV c'est de la pauvreté instaurée par la loi »). Mais, à la différence des néocommunistes, le NPD souhaite réserver la protection sociale aux travailleurs « allemands »¹⁵.

L'extrême-droite veut valoriser certaines « particularités » des Allemands de l'Est, elle affirme que les nouveaux *Länder* seraient restés plus « allemands », à la différence de l'Allemagne de l'Ouest américanisée. Ces arguments politiques s'inscrivent dans une stratégie qui décrit l'Allemagne de l'Est comme un lieu d'avant-garde politique et comme « l'Allemagne plus allemande ». Plus récemment, l'*Alternative für Deutschland* (AfD) reprend l'idée que les quarante années d'existence de la RDA auraient « préservé » cette partie de l'Allemagne de l'immigration, thème cher à l'extrême-droite. Après la « crise » migratoire de 2015, ce parti fait de l'Allemagne de l'Est son nouveau bastion électoral. Dans son étude sur l'électorat de l'AfD, Hubert Kleinert constate qu'à l'Est les spécificités de la socialisation en RDA – la société était relativement homogène sur le plan « ethnique » – se conjuguent avec une déception profonde et le sentiment d'être les laissés-pour-compte de la réunification¹⁶. Cela pourrait expliquer que

14. « Wo die NPD am stärksten ist », *FAZ*, le 16 janvier 2017 : <https://www.faz.net/aktuell/politik/inland/vier-fuenftel-aller-mpd-mandate-in-ostdeutschland-14667914.html> [consulté le 14 avril 2020].

15. Delphine Lost, « L'implantation du NPD dans les nouveaux *Länder* allemands », *Hérodote*, n°128, 2018/1, p. 87-102.

les antennes de l'AfD à l'Est de l'Allemagne soient plus extrémistes et séduisent un plus grand nombre d'électeurs par ce discours.

L'AfD s'est souvent présenté comme la voix des Allemands de l'Est et a utilisé des slogans tels que « *Vollende die Wende!* » (« Parachevons la réunification ! ») ou « *Wende 2.0* » (« Réunification 2.0 »), lors des campagnes électorales de l'automne 2019. Elle veut ainsi rappeler le souvenir des grandes manifestations de 1989 qui ont joué un rôle décisif dans le renversement de la RDA et suggérer qu'un tel processus pourrait également se répéter à l'égard du gouvernement d'Angela Merkel¹⁷.

L'année 2019 a été marquée par cette résurgence des questions sociales et politiques liées à la nostalgie dans les territoires de l'ex-RDA. À l'automne, dans trois *Länder* de l'Est, le Brandebourg, la Saxe et la Thuringe, le parti d'extrême-droite *Alternative für Deutschland* (AfD) est arrivé en seconde position, dépassant partout la barre des 20% des suffrages. En Thuringe c'est le parti

Die Linke, lointain héritier des réformateurs du SED, parti dominant de la RDA, qui est arrivé en tête¹⁸. Les campagnes électorales menées dans le contexte des festivités du 30^e anniversaire de la chute du mur de Berlin ont donc mis la question de la nostalgie et de son interprétation politique au centre des débats¹⁹.

Le phénomène de l'« Ostalgie identitaire » ou « culturelle » a rapidement dépassé le cadre des anciens « *Ossis* » socialisés à l'époque de l'ancienne RDA. Cette nostalgie particulière est devenue un objet touristique et commercial. L'« Ostalgie » sociale et politique, insistant sur le caractère égalitariste de la RDA, ne pouvait trouver quant à elle un écho qu'auprès des anciens Allemands de l'Est. Son utilisation dans le champ politique, par le PDS puis *Die Linke* et, pour d'autres raisons, plus récemment par l'extrême-droite et l'AfD, reflète un malaise et un mécontentement réels dans les nouveaux *Länder* face à au bilan économique et social en demi-teinte de l'unification.

16. Hubert Kleinert, *Die AfD und ihre Mitglieder*, Wiesbaden, Springer Fachmedien, 2018, p. 122-123.
 17. Fabian Virchow, « Alternative für Deutschland (AfD): Eine Partei der extremen Rechten? », *Notes du Cerfa*, n°152, IFRI, mars 2020.
 18. <https://www.wahlrecht.de/ergebnisse/> [consulté le 14 avril 2020].
 19. Hans Stark, « 30 ans après la chute du Mur. Une Allemagne unifiée, une population désunie », *Notes du Cerfa*, n° 150, IFRI, novembre 2019.

Images de la nostalgie pour la République populaire de Pologne dans la culture de la Pologne d'aujourd'hui

Par **Elżbieta Żak**, maîtresse de conférences à l'Université Jagellonne (Cracovie)

Traduit du polonais par Anne Duruflé et Krystyna Vinaver

Le système que proposait, dans ses fondements, la République populaire de Pologne, système qui fonctionne dans la conscience collective sous le sigle PRL (de *Polska Rzeczpospolita Ludowa*), assurait au citoyen ordinaire un mode de vie sociale relativement confortable. Il permettait la promotion, égalisait les chances en coupant les ailes et en rabotant les ambitions des individus talentueux et plus conscients, mais par souci d'équilibre, il ouvrait une perspective d'avancement culturel, social ou financier à ceux nés en milieu rural pauvre.

C'est pourquoi la nostalgie pour l'époque

communiste revêt des traits divers en fonction des générations et des milieux. La génération qui a connu alors une mobilité sociale ascendante, soignée et bénéficiant d'acquis sociaux de l'ancien régime social, dont le contenu et les mécanismes évoluaient au gré des conditions sociaux-politiques, l'évoque avec nostalgie, se souvient de cette période de manière idéalisée. Dans leur conscience, la PRL existe en tant que « notre pays, le seul que nous n'ayons jamais eu ». Y ont grandi des générations qui regardent leur enfance, à travers un prisme sentimental, en phase avec le mécanisme récurrent de la nostalgie. Aujourd'hui, au contraire, au vu de l'expérience présente de la diversité, de l'individualisme tant désiré, de la fin des grands récits mais aussi de la lassitude engendrée par cette réalité post-moderniste si stratifiée, un courant néo-sentimental se développe dans la culture populaire. On y trouve une soif d'idéal, la

nostalgie d'une réalité communautaire, simple et naïvement bonne, dont l'absence se fait sentir partout. D'où, en opposition à ce monde né de la transition, une valorisation de relations de proximité entre les gens telles qu'elles existaient au temps du pouvoir communiste. On assiste donc à l'émergence d'une nostalgie idéalisante pour un mode de vie où l'on disposait de plus de temps, de plus de prévisibilité et où les absurdités du fonctionnement politique et social constituaient un terreau commun pour produire des anecdotes à se raconter entre amis proches.

Il n'est pas étonnant que, dans la perception de la génération des personnes plus âgées, souvent originaires de province, dont la vie a connu de profonds changements, l'époque de la PRL soit celle d'une nouvelle perspective de vie du fait de l'attribution d'un logement dans les « HLM » construites massivement à cette époque. Dans cette nostalgie, dominant avant tout les avantages offerts par l'État et une égalité effective face aux problèmes partagés par un grand nombre de personnes. Marine Chauliac distingue ce type de nostalgie sociétale dans lequel domine la nostalgie pour un modèle de société égalitaire, qui gomme les inégalités sociales¹. Cette nostalgie est représentée aujourd'hui par ceux qui se sentaient pris en compte dans la réalité de la Pologne populaire et qui, face à leur sentiment d'impuissance actuelle, demeurent déçus. Leur besoin de regarder vers le passé témoigne de leur manque de confiance envers cette période de transformation. Comme le font remarquer les chercheurs Peter Fritzsche et Svetlana Boym, la nostalgie en tant que phénomène sociétal et culturel est irrémédiablement liée à la modernité, à des changements de modernisation brusques, tout à la fois politiques, sociaux et économiques, et à la rénovation du système et des institutions sociales².

Dans ce cadre, il existe aujourd'hui un groupe assez important de citoyens, qui, pendant la transformation, se sont sentis abandonnés et impréparés à prendre des initiatives. Ils sont imprégnés d'un sentiment de frustration et porteurs d'une demande de considération de la part du pouvoir, d'assurance quant aux soins et acquis sociaux. Ces postures sont visibles dans la Pologne actuelle dans le soutien à ceux qui recourent à des slogans populistes et font de nombreuses promesses d'appui financier à des groupes spécifiques. L'existence d'une couche sociale encore non négligeable de gens à qui l'on peut faire des promesses et qui veulent croire à la propagande proférée par les gouvernants reste surprenante.

Corrélativement, il est inquiétant que,

dans un temps aussi court, le souvenir des mécanismes négatifs du fonctionnement de la réalité communiste – à savoir le non-respect nonchalant et multidimensionnel des droits de l'individu, les dangers et les conséquences qui découlaient du régime précédent par le développement d'un comportement passif et en même temps revendicatif, opportuniste, étroit d'esprit et mesquin – ait disparu de la conscience collective. Ces traits, en tant qu'héritage du temps passé, trouvent leur expression dans la réalité politique de la Pologne d'aujourd'hui, même si la nostalgie pour le système dans lequel la société a vécu pendant 45 ans ne s'exprime pas de manière forte dans la Pologne des dix premières années du XXI^e siècle.

Paulina Wilk, représentante de la génération des enfants de la transformation polonaise, écrit dans son livre *Les signes particuliers (Znaki szczególne)*, édité en 2014 : « le changement est devenu pour nous la discipline de base que l'on pratique de manière plus intensive que l'attachement ou l'habitude. L'ordre ancien, statique et sûr, a perdu de son importance. Personne ne se projette en arrière, ne soupire ni après la gelée de fruits et sa pomme râpée, ni après les jeux auprès de la balançoire. Dans la fièvre du réaménagement, il y avait une grande brutalité, détermination à oublier ou à gommer le passé. »³

L'auteure se concentre sur les différences entre les deux réalités polonaises qui déterminent les souvenirs de la génération du boom démographique en Pologne, c'est-à-dire de ceux nés autour de l'année 1980. Elle invoque un ensemble d'images récurrentes gardées en mémoire par des nuées d'enfants qui ne sont pas issus des groupes de migrants, ni des quartiers pauvres marginalisés mais des cités militaires propres à la PRL, limitrophes des cités ouvrières. Dans cette nostalgie ainsi constituée domine le souvenir uniforme et identique de la construction de ce monde-là, portée par un large spectre des représentants de cette génération.

Cette nostalgie s'exprime à travers des objets, le souvenir d'une odeur, d'un goût sur la base d'un ensemble commun, caractéristique et récurrent d'éléments reconnaissables par ceux qui ont passé leur enfance et leur jeunesse, dans les années de la PRL. L'existence d'un groupe de signes aussi fermé organise la mémoire d'un enfant de manière très efficace. Ce mécanisme agit en contraste avec la réalité d'aujourd'hui dans laquelle les enfants et les jeunes sont élevés dans l'entourage de symboles dispersés, dans la multiplicité de divers stimuli qui

1. Voir Marina Chauliac, « Utopie – ostalgie – nostalgie : aller-retour en ex-RDA », *Conserveries mémorielles*, n°22, 2018, mis en ligne le 17 juin 2018, <http://journals.openedition.org/cm/2982> [consulté le 2 mai 2019].

2. Voir Svetlana Boym, « Nostalgia and Its Discontents », *The Hedgehog Review*, n°7, 2007, p. 7-18 ; Peter Fritzsche (2001) « Spectres of History: On Nostalgia, Exile, and Modernity », *American Historical Review*, 2001, vol. 105, n°5, p. 1587-1618.

3. Paulina Wilk, *Znaki szczególne* [Les signes particuliers], Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2014, p. 34.

varient selon les milieux, dans le manque de cette communauté de « rêve », communauté de jeux et de soucis, caractéristiques des enfants grimés sur les barres à tapis⁴ dans les cours des immeubles dans la PRL.

L'auteure, dans son livre, se réfère au populaire dessin animé, connu de tous les enfants de la PRL *Le crayon enchanté* (*Zaczarowany ołówek*) qui peut servir de symbole de ces temps-là. Le héros est un garçon qui reçoit un crayon magique d'un lutin rouge et, avec son aide, donne vie aux objets dessinés sur le papier. Paulina Wilk attire l'attention sur un point important, à savoir que dans les histoires des différents épisodes, les brillantes idées du petit dessinateur donnent vie à des éléments vraiment utiles, pas à des envies capricieuses. Les objets dessinés servaient d'antidote au manque, bénéficiaient aux autres et ne faisaient pas le jeu de « la baguette magique de la rapacité »⁵. Nous trouvons des éléments comparables de la constitution du mental de l'enfant en réponse à un besoin vital, réel et essentiel, dans un autre dessin animé de cette époque, *Dobromir, l'inventif* (*Pomysłowy Dobromir*), dans lequel le merveilleux artefact, le crayon, vient même jusqu'à manquer. Toutes les idées et les trouvailles sont l'effet d'une recherche incessante du garçon et la représentation graphique de ce remue-méninges qui débouche sur une solution concrète est une ampoule jaune qui s'allume dans la tête et le geste de l'index qui se lève joyeusement.

Ce n'est pas par hasard que ces deux dessins animés mettent l'accent sur la même chose, c'est-à-dire la patience

obligatoire que devaient avoir les enfants élevés dans ce système, liée à la nécessité d'exercer leur débrouillardise dans le monde avec des moyens limités qui leur étaient difficiles d'accès. Ce monde, loin d'être simple pour les enfants, est resté dans leur mémoire, a cimenté un sentiment de communauté d'entente sur les objectifs à réaliser et aussi la joie de les avoir atteints.

Les années de transformation du régime en Pologne ont en revanche apporté l'éclatement et la séparation des jeunes générations et des plus âgées : « Nous étions tous sous pression, nous, depuis l'enfance, appelés à réussir et eux obligés à tout recommencer encore une fois. Et même si elles partageaient l'époque et les objectifs, les deux générations divergeaient sur la discipline et les enjeux. Tous attendaient de tous qu'ils allaient réussir. Et nous étions tellement pris par ces efforts que nous nous sommes éloignés sans le savoir. Les jeunes et les adultes se sont séparés », constate Paulina Wilk⁶. Les éléments de nostalgie décrits dans le livre naissent au contact du contraste entre le nouveau et l'ancien ainsi que de la nostalgie sentimentale exprimée pour le sens de la communauté : « La petite ville a enflé de nouvelles possibilités, tout est arrivé, en particulier les raisons et les occasions de se séparer. Plus on pouvait acheter et se procurer, plus dominait le chacun pour soi et plus on s'éloignait les uns des autres »⁷.

Dans un temps incroyablement court, la conscience de la réalité pénible et triste, qu'avait engendrée le régime communiste, a été gommée, supplantée par l'ampleur des



© Ewa Tartakowsky

Le Musée de la PRL à Varsovie qui met en scène la nostalgie d'une esthétique d'autrefois.

4. Les barres à tapis (*trzepaki*), situées dans les cours d'immeubles et devant les barres d'immeubles, constituaient des lieux emblématiques de la socialisation enfantine et juvénile de cette période [note de la rédaction].

5. *Ibid.*, p. 15.

6. *Ibid.*, p. 107.

7. *Ibid.*, p. 44.

changements. D'après les mots de Teresa Walas, « Sa terreur originelle a été neutralisée grâce au changement de perspectives, créant au lieu d'un effet d'étrangeté un effet de familiarité. La vie dans la PRL perd de sa lourdeur, se transforme en un souvenir sentimental d'enfance et de jeunesse, en anecdote amusante, en une histoire passionnante bien qu'in vraisemblable dans le musée des curiosités émouvantes. »⁸

L'homme contemporain, postindustriel, exposé aux médias, s'est très vite éloigné de l'univers mental d'un citoyen du régime communiste caractérisé par un système d'interdépendances, de soumissions et de limites. Les générations suivantes s'appuient donc sur un type de nostalgie très différent, bâtie sur les anecdotes, les slogans, les éléments marquants d'un passé familial qui peuvent être considérés comme drôles et/ou intéressants de par leur dissemblance par rapport aux choses qui les entourent. Une nostalgie esthétisante qui falsifie et enjolive le passé est née. Elle peut être illustrée par un meuble bas, de couleur marron foncé, sur lequel est posé le poste de télévision, qui était un exemple de banalité et d'ennui dans la PRL et qui maintenant, intégré dans un intérieur d'IKEA, dans un environnement différent, est considéré comme un objet de design nouveau et intéressant. Grâce à la rupture d'avec leur contexte premier et une sensation de caractère abstrait de ces emblèmes d'un système politico-social dépassé, ils se transforment en éléments de loisirs qui procurent du plaisir.

Le monde des codes spécifiques de culture emblématique de la PRL est devenu un ensemble utile afin de rafraîchir et/ou de créer une mémoire nouvelle portant sur cette culture passée mais pas si lointaine et qui commence à fonctionner comme du « toc ». Ses signes, au cours de l'époque de « l'oubli », ont rejoint la dimension esthétique en alimentant les sphères du design, des loisirs, de la mode avec, comme point de départ, les catégories de l'absurde et du non-sens situées dans un contexte de vie et d'actions abstraites, incompréhensibles pour la génération actuelle. Les personnes ne connaissant pas et ne se rendant pas compte des mécanismes de fonctionnement de cette réalité basée sur l'enchevêtrement des paradoxes et des apparences irrationnelles, reprennent les clichés, jouent avec les étiquettes dans un collage intéressant. Ce collage, introduit dans le circuit de la réalité médiatico-culturelle post-industrielle, gagne en valeur grâce aux repères modifiés et sélectifs des réalités passées.

Marina Chauliac, en analysant le



© Ewa Tartakowsky

Jeux de sociétés *Vous n'étiez pas là (Pan tu nie stał)* et *Vous n'étiez pas là. Démocraties populaires (Pan tu nie stał. Demoludy)*

phénomène de la mode positive en RDA pour la réminiscence des objets hier discrédités, créés par le système socialiste, attire l'attention sur leurs nouvelles fonctions dans la société de consommation : ils deviennent, d'une certaine manière, « porteurs de localité », éléments spécifiques d'une identité en opposition aux nouvelles normes « occidentales ». Ces objets ne pénètrent pas néanmoins dans l'identité de la jeune génération des Polonais qui a perdu la mémoire de la Pologne populaire. Ils sont, par contre, volontiers annexés par les milieux alternatifs, des hipsters désirant contester ce qu'on appelle le « mainstream ». Ils mettent l'accent sur ces produits de la Pologne populaire en tant que porteurs de la production locale, originale, indigène en l'opposant à la mode consumériste. Cette production sert de symbole pour la protection d'une voie spécifique, différente de celle d'un monde unique marchandisé.

De plus, nous observons actuellement dans l'espace public polonais, une nouvelle vague de déplacements et d'évolutions des concepts où, au-delà des éléments de la nostalgie de la réalité de la PRL, domine l'approche par la déformation, le grotesque et les liens anecdotiques avec les absurdités des réalités d'antan. Marina Chauliac utilise l'expression « la nostalgie sans mémoire »⁹, qui illustre ce processus : les éléments du passé peuvent servir de points de départ mais prennent très vite des formes actualisées fonctionnant de manière autonome. Comme exemple de ce mécanisme on peut citer la marque commerciale « Vous n'étiez pas là » (*Pan tu nie stał*, PTNS)¹⁰, d'une entreprise polonaise de prêt-à-porter¹¹. Selon leurs fondateurs, Justyna (née 1979) et Maciek (né 1982), l'idée du nom est venue de leur goût pour le bon design polonais ainsi que de « leur imprégnation par la culture visuelle spécifique » du temps de la PRL. Ils ont été inspirés par leurs souvenirs d'enfance quand « ils buvaient du thé dans des verres avec des porte-verres en

8. Teresa Walas, *Zrozumieć swój czas. Kultura polska po komunizmie — rekonesans* [Comprendre son époque. La culture polonaise après le communisme – reconnaissance], Cracovie, Wydawnictwo Literackie, 2006, p. 112.

9. Voir M. Chauliac, « Utopie – ostalgie – nostalgje... », *op. cit.*

10. L'expression renvoie aux files d'attente en Pologne où les resquilleurs se voyaient rappelés à l'ordre par un « Vous n'étiez pas là ». Sur les files d'attente voir note 14 du présent article [note de la rédaction].

11. <https://pantuniesta.com/strona/o-nas> [consulté le 30 mars 2020].

osier et regardaient *TIK-TAK* »¹², mais comme le disent les créateurs eux-mêmes de cette entreprise, ce n'est pas la PRL qui les inspire mais le design polonais. Ils utilisent dans leur production les mots comme « Salut » (*Cześć*), « Camelote » (*Dziadostwo*), « Jan Kowalski¹³ », « Produits alimentaires » (*Art. Spożywcze*) en disant qu'ils ne sont pas réservés à la PRL mais qu'ils tiennent à rendre compte de la couleur locale polonaise. Ils prennent, séparés de leur contexte originel, une connotation absurde. Le fait que ses acheteurs sont jeunes (entre 18 et 34 ans) et n'ont aucun souvenir de l'ancien ordre social témoigne également de la distanciation de cette marque de la réalité de la PRL.

En 2006, il a été lancé un jeu de société sous le même nom *Vous n'étiez pas là* (*Pan tu nie stał*), le premier d'une série de trois jeux restituant l'ambiance de la PRL, les suivants portant les noms de *Démocraties populaires* (*Demoludy*) et *Le trafiquant de devises* (*Cinkciarz*). Leur canevas commun était inspiré par la nécessité de véritables batailles pour se procurer les produits de consommation manquants, « jetés dans les magasins » (*rzucane do sklepów*), dans le contexte de l'économie planifiée et de pénurie permanente des produits. Cette pénurie, les combines et les rivalités pour se procurer un produit donné – sous forme d'un jeu stratégique – prennent dans la perspective actuelle une dimension anecdotique et humoristique.

Afin de ressusciter la mémoire de la Pologne populaire dans la jeune génération, l'Institut de la mémoire nationale (IPN) a élaboré en 2011, avec un soin particulier, un jeu de société intitulé *La file d'attente* (*Kolejka*)¹⁴ devant représenter les réalités de la vie quotidienne des années 70 et 80 et plus précisément la pratique des achats dans un contexte de pénurie de marchandises. Le jeu est d'un très bon niveau graphique avec un soin particulier pour les détails devant fidèlement rendre compte des traits de l'époque. On y met l'accent sur la grisaille, la monotonie et le caractère répétitif des différentes stratégies auxquelles sont soumis les acteurs de cette réalité et les joueurs doivent entrer dans des interactions négatives. En proposant ce jeu familial, on ne transmet pas la nostalgie mais on représente une vie rude, une façon de vivre dont nous souhaitons nous distancier en tant que « autre », imposé.

La série des jeux de société, utilisant des emblèmes du temps de la PRL ainsi que la formule éprouvée de la revanche sur le passé,

se termine par un jeu édité en 2015 sous le titre *PRL*, à déchiffrer comme *Planszowa Rozrywka Ludowa*, soit *Jeu de Loisirs Populaire*. Il est composé de cartes portant des questions sur le mode de fonctionnement de la Pologne populaire, regroupées en quatre catégories : *Science et technique*, *Vie quotidienne*, *Politique et événements*, *Culture et loisirs*.

Les caractéristiques communes dans ces loisirs familiaux sont le design retro, des cartes stylisées avec les reproductions d'objets de la vie quotidienne, des références aux marques commerciales et aux types de produits domestiques courants de la PRL. L'éventail limité des biens matériels contraste avec la grande quantité des publicités, des couleurs agressives, de la dynamique de flux incessant de l'offre des marchandises dans le temps actuel.

Le livre-album *La PRL sur une fourchette*, avec la mention, « préparé par Błażej Brzostek », publié sous les auspices du Fonds des vacances des salariés (*Fundusz Wczasów Pracowniczych*)¹⁵, présente le même design. Dans le livre qui présente une valeur documentaire et d'information certaine, en rapprochant les réalités de la consommation aux temps de l'anti-consummation, dominant cependant, les aspects anecdotiques, ironiques, risibles. En feuilletant les pages illustrées de photos noir et blanc, on a l'impression de regarder de très vieilles archives. Sur la première page, on voit une photo de manifestants avec une banderole « Affamés de tous les pays unissez-vous » (*Głodni wszystkich krajów łączcie się !*). La charte graphique du livre est très attrayante – le style de l'élégance retro attire l'attention en favorisant ainsi la réception du livre de par son esthétique des temps passés. Cette esthétique rejoint la mode plus large du *retro* et du *vintage*.

On peut observer que ces quelques exemples aléatoires inspirés par le passé de la PRL nourrissent le plaisir de la pop culture plutôt qu'enrichissent une identité profonde. Cette nostalgie esthétisée qui se réalise dans une dimension anecdotique a la chance d'exister dans une situation de confrontation de deux modèles de consommation opposés mais en même temps son nouveau caractère s'inscrit dans un présent postindustriel, marchandisé, non-linéaire et fragmenté. Le fait de puiser certains éléments dans le passé n'encourage pas une analyse critique, une réflexion plus

12. *TIK-TAK* est une des émissions enfantines les plus populaires, diffusées par la Telewizja Polska de 1982 à 1999. Les chansons de cette émission sont communément connues..

13. Un prénom et un nom connus en Pologne, équivalent au Dupont français [note de la rédaction].

14. Malgorzata Mazurek décrit la société polonaise de la PRL du point de vue de la consommation et de l'économie de la pénurie et utilise à cet égard le terme de « société des files d'attente ». Voir : Malgorzata Mazurek, « Les experts dans la "société des files d'attente". Les chances du consumérisme dans la Pologne communiste de Solidarność », in Nadège Ragaru (dir.), *Vie quotidienne et pouvoir sous le communisme. Consommer à l'Est*, Paris, Karthala, 2010, p. 175-205 ; Malgorzata Mazurek, *Spoleczeństwo kolejki i jej przesłakowania. Polska 1956-1981* [La société des files d'attente : tours et détours. Pologne, 1956-1981], Varsovie, Trio, 2009 [note de la rédaction].

15. Błażej Brzostek, *PRL na widełcu* [La PRL sur une fourchette], Varsovie, Baobab, 2010.

profonde sur le mécanisme d'effacement de la mémoire des réalités brutes et complexes de la Pologne populaire avec ses restrictions dans la vie individuelle et civique. Face à la critique des changements sociaux dans la réalité post-transformationnelle du premier groupe se référant de manière nostalgique à l'ordre idéalisé du passé ainsi qu'à une posture de non-engagement ludique et d'« oubli » d'une partie de la jeune génération,

le pouvoir actuel peut profiter d'une telle situation. La faction conservatrice et non moderne au pouvoir se réfère de manière sélective aux idées de communauté, de localité, de souveraineté nationale, ayant ainsi un terrain fertile pour manipuler habilement les concepts de nation, d'acquis sociaux, d'égalité des groupes sociaux spécifiques.

Lire

Sonia Combe, *La Loyauté à tout Prix. Les floués du « Socialisme réel »*, Lormont, Le Bord de l'eau, 2019.



Trente ans après la réunification, l'historiographie de la RDA peut progressivement s'affranchir des analyses traditionnelles qui évoquent la toute-puissance de l'État-parti. Cette analyse est maintenant complétée par une série de travaux qui ne portent plus sur la seule dimension répressive de la RDA, mais également sur le soutien que le régime a reçu de certains groupes sociaux. Cette historiographie a été renouvelée pour s'intéresser à la vie quotidienne des citoyens du « socialisme réel ».

Dans son introduction, l'historienne Sonia Combe souligne expressément que « l'étude du socialisme allemand est, et reste encore, largement une étude de tonalité anticomuniste » (p. 20). Elle appelle donc à un « changement de paradigme » et signifie

dans son hypothèse - discutable - qu'un tel récit monolithique de l'histoire de la RDA pourrait expliquer la « montée de l'extrémisme de droite » dans les nouveaux *Länder*.

La spécialiste de l'Allemagne de l'Est décrit de manière subtile les relations compliquées entre le régime est-allemand et certains des plus importants intellectuels de la RDA, comme les écrivains Anna Seghers, Christa Wolf, Heiner Müller et Arnold Zweig ou l'historien de l'économie Jürgen Kuczynski, sur lequel elle se concentre dans la quatrième partie comme un « parcours exemplaire ». Le travail commence par la question suivante : pourquoi la RDA, contrairement à d'autres « démocraties populaires », telles que la Tchécoslovaquie ou la Pologne, n'a-t-elle pas connu de « dissidence véritablement organisée » avant la fin des années 1980 ?

Sonia Combe tente donc de comprendre comment des intellectuels, qui ne peuvent absolument pas être considérés comme des « *Mitläufer* » - beaucoup étaient en exil ou même ont lutté contre le national-socialisme - ont pu faire preuve d'une telle passivité à l'égard de l'autoritarisme du régime est-allemand. Elle apporte des éléments de réponse en rappelant la situation unique du pays dans le bloc de l'Est. Malgré tous ses défauts, la RDA est apparue à toute une génération d'intellectuels marxistes, formés à l'époque de la lutte antifasciste, comme le seul moyen possible de sauver la nation allemande après l'expérience du National-Socialisme. Souvent déçus, la plupart de ces intellectuels sont restés fidèles au régime qu'ils semblaient préférer au modèle capitaliste prôné par la République fédérale d'Allemagne. Comme le rappelle Sonia Combe, beaucoup de ces intellectuels étaient également des Juifs qui avaient fui l'Allemagne à l'époque d'Hitler. L'historienne montre également comment, grâce à une politique culturelle

volontaire, le régime a pu ramener d'exil un certain nombre de « migrants » après la guerre. La RDA leur a offert des situations (postes universitaires, direction de théâtres, contrats d'édition), que beaucoup d'entre eux n'auraient probablement pas connus en Occident.

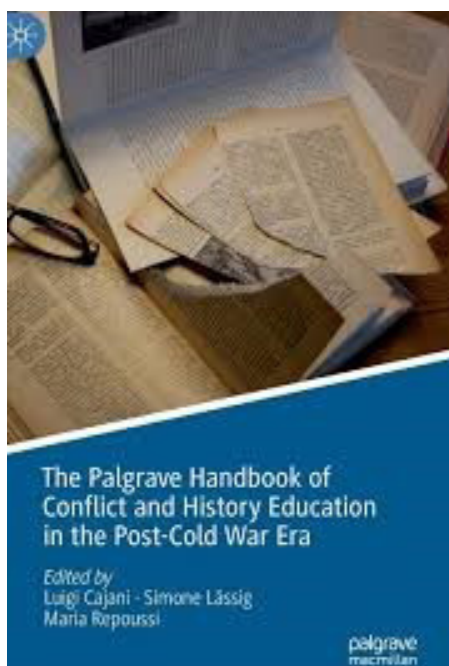
D'un point de vue méthodologique, l'historienne tente de résoudre cette contradiction apparente par une enquête prosopographique. Mais Sonia Combe n'oublie jamais de replacer ces parcours de vie dans le contexte plus global des mutations historiques de l'État et de la société est-allemands. Les mouvements de protestation dans les autres démocraties populaires, comme le soulèvement de Budapest en 1956, sont perçus à travers les yeux de Johannes R. Becher, Anna Seghers et d'autres membres de l'intelligentsia qui s'inquiètent du sort de leur camarade hongrois Georg Lukács. Le meilleur exemple est celui de Jürgen Kuczynski, décédé en 1997 à l'âge de 93 ans, auteur de centaines d'ouvrages d'histoire et de sciences sociales, mais aussi de mémoires tirées d'un journal intime, d'abord publié en RDA puis après la réunification. Ce spécialiste des sciences sociales, issu d'une famille de la classe moyenne supérieure juive et libérale de gauche, était en effet l'un des plus importants intellectuels actifs en ex-RDA.

Le dernier chapitre est consacré aux « derniers jours de la symbiose judéo-allemande ». Dans les années 1980, « la communauté juive de la RDA comptait environ 500 membres inscrits, dont 200 à Berlin » (p. 198). Les effets de la série *Holocauste et Shoah* ont finalement obligé l'historiographie est-allemande à se concentrer sur l'antisémitisme national-socialiste (le premier recueil de témoignages programmé par le régime est paru en 1990). Sonia Combe explique qu'à part quelques campagnes et expulsions d'origine soviétique, l'antisémitisme n'était pas une caractéristique permanente et profonde « dans la vie politique de la RDA », ce qui peut être mis en doute.

Bien que le livre soit divisé en cinq phases (« L'espoir », « Le désenchantement », « Les héritiers », « Un parcours exemplaire », « Les derniers jours de la symbiose judéo-allemande »), il manque une véritable conclusion qui reprenne les éléments et les intuitions, qui sont parfois tentants et qui ont été exposés au cours de la démarche. L'ouvrage est néanmoins une contribution originale et documentée d'un aspect qui n'a guère été étudié jusqu'à présent.

Paul Maurice

Luigi Cajani, Simone Lässig et Maria Repoussi (dir.), *The Palgrave Handbook of Conflict and History Education in the Post-Cold War Era*, Cham, Palgrave Macmillan, 2019.



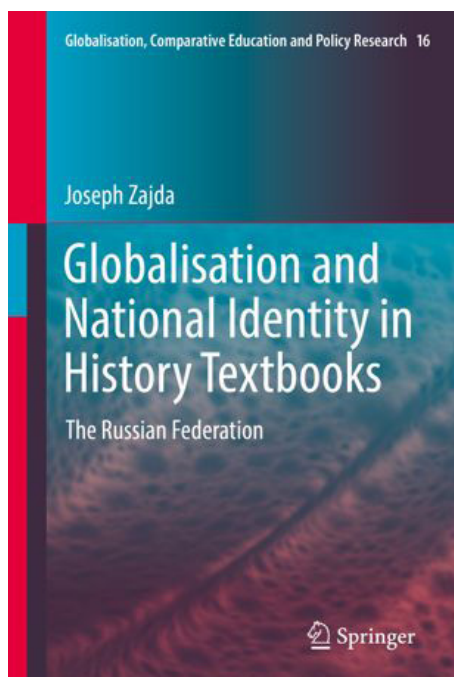
Comment analyser l'utilisation de l'histoire nationale dans l'éducation depuis la fin de la guerre froide ? Comment, dans une perspective systématique et analytique, scruter les diverses dimensions des conflits internationaux, ethniques et nationaux ? Le sujet est d'autant plus délicat que les manuels et programmes d'histoire en tant qu'outils, permettent, aux yeux des dirigeants politiques, d'influencer les perspectives de générations entières. L'ouvrage dirigé par Luigi Cajani, Simone Lässig et Maria Repoussi l'illustre en étudiant les constructions des identités collectives nationales dans 58 pays. Ces constructions relèvent clairement de la promotion de différents types de citoyenneté : inclusive ou exclusive, se nourrissant toutefois toujours d'interprétations des héritages anciens. Parmi lesquels on compte le nationalisme, le socialisme réel, mais aussi le rapport à la guerre, aux génocides, au caractère autoritaire de l'exercice du pouvoir. Ce livre de portée mondiale s'adressera, comme l'indique l'éditeur « à un public universitaire

diversifié, comprenant des historiens, des politologues, des éducateurs, des psychologues, des sociologues et des chercheurs travaillant dans le domaine des études culturelles et médiatiques ». Bref, il permet de comprendre les constructions des narrations historiques dans cette institution qu'est l'école, laquelle, exception faite de la famille, socialise le plus massivement et longtemps au cours d'une

vie. On regrettera seulement que la réflexion autour de ces outils de politiques publiques que sont les programmes et les manuels ne s'appuie pas sur une analyse empirique de l'appropriation effective des contenus enseignés. Reste un formidable manuel.

Liliane Cukierman

Joseph Zajda, *Globalisation and National Identity in History Textbooks. The Russian Federation*, Dordrecht, Springer, 2017.



Ce 16^e ouvrage de la série intitulée « Globalisation, recherches comparatives en éducation et en politique », examine les grandes tendances des discours dominants en matière de politique visant la construction

identitaire nationale dans les manuels scolaires d'histoire de la Fédération de Russie. Ces manuels ont fait l'objet d'une profonde réécriture depuis la chute du régime communiste. L'ouvrage s'intéresse tout particulièrement à la manière dont la promotion du nouveau patriotisme, promu par le gouvernement et la présidence, pénètre la sphère des manuels, outils stratégiques et emblématiques de la transmission de l'histoire à l'école. Cette mise en avant d'une conception revisitée du nationalisme est éclairée par les débats médiatiques sur les manuels d'histoire en tant que tels mais aussi, plus généralement, par le sens donné à la politique publique de mémoire qui s'inscrit dans des enjeux étatiques, identitaires mais également dans la mondialisation. L'intérêt de ce livre réside, entre autres, dans l'exploration fine des appropriations de ces manuels par les enseignants, l'usage qu'ils en font et leurs perceptions tant de l'histoire de la Russie que de son traitement dans les supports pédagogiques prescrits. *In fine*, cet ouvrage constitue une fenêtre originale, proche des réalités empiriques, pour comprendre la narration historique officielle de la Russie.

L.C.